

n° 763 - 4 F
DU 24 AU 30 NOV. 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Etat et sécurité
par Michel Foucault

LE POKER DE SADATE



le pouvoir Giscard-Barre se surpasse !

- **CHOMAGE** : Les chômeurs sont de plus nombreux... et Beullac camoufle les chiffres !
- **HAUSSE DES PRIX** : L'inflation s'accroît, le pouvoir d'achat de la masse des travailleurs diminue... et Barre ? Il fait voter à l'Assemblée un budget qui pénalise encore plus les salariés et qui favorise encore plus patrons et actionnaires.
- **ATTEINTES AUX LIBERTES** : Des mesures scandaleuses de Stoléro contre les travailleurs immigrés au viol du droit d'asile avec l'extradition de K. Croissant. De la multiplication des atteintes aux libertés syndicales à l'intervention de la police contre les travailleurs en lutte (Lip, Montefibre...).

PAR CONTRE... LES PROFITS DU PATRONAT AUGMENTENT !

Derrière les discours, les diversions sur les prix du croissant, la volonté de la droite au pouvoir de faire porter tout le poids de la crise sur les travailleurs apparaît de plus en plus nettement.

**CE POUVOIR MENTEUR ET CYNIQUE EST MINORITAIRE,
SA POLITIQUE, LES TRAVAILLEURS N'EN VEULENT PLUS !**

le 1er decembre : en avant pour l'unité d'action

Pour battre cette politique de Giscard et Barre, il faut le maximum d'unité. L'unité est nécessaire pour les chasser du pouvoir en mars 1978 ; mais elle l'est aussi dès maintenant pour obtenir la satisfaction de nos revendications.

Ce n'est pas parce que les discussions entre PCF, PS et MRG ont été rompues qu'il faut abandonner la réalisation de l'unité des travailleurs, ni la bataille pour la défaite de la droite.

Le PSU fait plusieurs propositions en ce sens. En particulier,

Pour que le 1^{er} décembre ne soit pas sans lendemains, un pacte d'unité d'action de toutes les forces populaires, syndicales et politiques :

contre le chômage : Pour les 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaire ; pour l'interdiction de tout licenciement sans reclassement équivalent ; pour la création d'emplois dans les services publics.

contre la baisse du niveau de vie : Pour le SMIC immédiatement à 2 200 F ; pour le rattrapage du pouvoir d'achat des bas salaires et des augmentations uniformes pour tous au-delà du maintien du pouvoir d'achat ; pour la limitation des hauts revenus.

de nouveaux droits pour les travailleurs : Droit à un emploi pour tous et toutes ; pour une égalité réelle entre travailleurs : hommes et femmes, français et immigrés, travailleurs de toutes les régions ; pour un contrôle direct sur les décisions des patrons en matière d'emploi, d'investissements, de prix.

Nous ne voulons plus payer la crise...

Nous voulons vivre, produire et travailler autrement :

C'est ce que permettra la réalisation du socialisme autogestionnaire. Comment la rendre possible ?

- en aidant le combat du PSU pour l'unité
- en participant avec lui à la constitution d'une force socialiste autogestionnaire.

PSU 9, rue Borromée 75015 - PARIS



● **En ce moment et jusqu'au 30 décembre** : les GAM (Groupes d'action municipale) organisent plusieurs rencontres régionales. Huit rencontres sont prévues : à Meylan pour la région grenobloise ; à Schiltigheim pour l'Alsace ; Saint-Priest pour la région lyonnaise, Doué-la-Fontaine pour les Pays de Loire ; Ferrières-la-Grande pour la région du Nord ; Aix-en-Provence pour la région du sud-est ; Pontarlier pour la région Bourgogne-Franche-Comté ; Bris-sous-Forges pour la région parisienne. Le thème général retenu est « L'autogestion dans la vie quotidienne, par quelle démarche ? » Pour tous renseignements, lieux, horaires, etc, téléphoner au GAM 775.11.85.

● **Vendredi 25 novembre (Paris)** : Centre populaire de formation socialiste : cycle « Economie » à 19 h avec Yves Barou et André Granou. Au CREFA, 78 A, rue de Sèvres Paris 7^e.

● **Le journal Irlande libre et la fédération bretonne du PSU** organisent quatre meetings en Bretagne : à Douardenez le 28 novembre à 20 h 45, à la salle des

fêtes. A Saint-Brieuc, le 29 novembre à 20 h 30, salle du Fac, rue du 71^e. A Rennes, le 30 novembre à 20 h 30, maison du quartier de Villejean, salle polyvalente. A Quimper le 1^{er} décembre à 21 h, salle de la mairie. Un film retracera la lutte du peuple irlandais depuis 1969.

● **Mardi 29 novembre (Paris)** : Centre populaire de formation socialiste, cycle « Histoire » : Trotski/Staline par J.-M. Demaldent. Au CREFA, 78 A rue de Sèvres, Paris 7^e.

● **Vendredi 2 décembre (Paris)** : Centre populaire de formation socialiste, cycle « Economie » avec Yves Barou et André Granou. 19 h toujours au CREFA.

● **Vendredi 2 décembre (Achères)** : le groupe anti-pollution atomique (GAPA) organise une réunion publique sur le nucléaire autour d'un montage audiovisuel à 21 h, salle Gabriel Léonard, rue Saint-Germain à Achères dans les Yvelines.

● **Samedi 3 et dimanche 4 décembre (Besançon)** : journées portes ouvertes à Lip.

● **Samedi 3 et dimanche 4 décembre (Rennes)** : le CRIDEV (Centre Rennais d'information pour le développement et la libération des peuples) organise un week-end de travail sur le thème l'information dans le tiers monde. Ce week-end est ouvert à tous. Renseignements : CRIDEV, 21, rue de l'Alma 35100 - Rennes. (99) 30 41 29.

● **Samedi 3 décembre (Noisy-le-Sec)** : fête du PSU à la MJC Gérard Philippe de 16 h à 24 h. Jazz, bal folk, Carlos Andréou, débat sur Lip et film sur la lutte à Besançon, vente de montres. Des bouquins, des disques, des expos, des artisans et de la bouffe. Participation au frais 5 F. Prenez vos billets à l'avance : PSU, B.P. 80, Noisy-le-Sec 93130.

● **Mardi 6 décembre (Paris 13^e)** : 4 heures pour l'autogestion organisées par la section PSU du 13^e. Film du PSU, débat sur situation économique et pratique de 19 h à 23 h au 27, avenue de Choisy, avec la participation de Michel Mousel.

● **Mardi 6 décembre (Paris 8^e)** : le MAN (groupe de Paris) organise à 20 h 15 un débat sur le thème : « La prison en question, les alternatives possibles ? » 228, rue du Faubourg Saint-Honoré dans le 8^e, M^o Georges V.

● **Mercredi 7 décembre (Paris 7^e)** : la 7^e section du PSU organise deux meetings débats sur le thème « Le PSU, une gauche différente ». A 12 h et à 19 h 30 au 68, rue de Babylone avec la participation de Serge Depaquit.

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le mardi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette ! (C'est plus vrai que jamais !).

HUMEUR

les ecolos sont a l'interieur

Oui ! J'ai effectivement passé le week-end avec les ecolos. Mais le rédacteur en chef m'a dit « *cette semaine c'est sérieux, alors tu en causes à l'intérieur, on t'a mis une colonne au chaud, avec les gens bien* ». Il faut quand même que je vous signale que pour ça j'ai peut-être laissé geler mes navets et que j'ai plutôt tendance à le regretter. Et je terminerai en disant qu'ils n'ont même pas pris la peine de voter pour décider de m'empêcher de fumer pendant deux jours.

Cela étant dit, passons aux choses futiles.

Sur mon agenda j'ai noté Brel et Sadate. Mais je n'arrive pas à me souvenir ce que Brel est allé foutre à Jérusalem après avoir enregistré son disque pour, nous disent les journaux, sortir Eddie Barclay de la mouise. J'essuie une larme devant une telle abnégation, mais je trouve que Barclay aurait pu aller lui-même à Jérusalem. J'ai noté aussi que pendant la manif de vendredi à Paris les « autonomes » proposaient d'échanger Krivine contre Croissant. A ma connaissance, les Allemands n'ont pas encore répondu.

Mais, on ne plaisante pas avec ces choses là, alors je reviens à Brel et à Sadate.

J'ai seulement regardé les résumés filmés de ces journées, toujours à cause des ecolos, et j'ai cru comprendre pourquoi tout ce grand cirque avait en fait échoué. Je le dis comme je le pense : les Israéliens, un peu sadique envers Sadate, lui ont fait embrasser (mais non, pas Brel !) Golda Meir. A mon avis il ne reviendra jamais. Et à ceux qui écriront que tout cela est de très mauvais goût et que si c'était pas une femme, Golda Meir, je ne ferais pas ce genre de plaisanterie, je réponds à l'avance que,

premièrement, ils ne l'ont jamais approchée de près et que, deuxièmement, Ben Gourion, lui, se rasait de temps en temps.

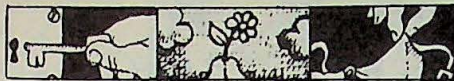
Ce qui m'intrigue, c'est de savoir combien d'argent cette opération à grand spectacle a rapporté à ses organisateurs avec tous les droits secondaires que cela suppose. Un vrai pactole et une organisation au sein de laquelle rien n'a été laissé au hasard. D'abord les indiscretions soigneusement dosées pour quelques journalistes de confiance, ensuite une préparation minutieuse de l'opinion publique, une gradation subtile des derniers moments de l'attente du « moment » historique, et enfin tous les journalistes qui prennent le départ au signal convenu et se livrent à un matraquage incroyable.

Tout le problème est de savoir à quel point Jacques Brel a été lui aussi la victime — consentante ? —, de cette fabuleuse opération de relations publiques. Nul ne le saura puisque les journalistes spécialisés ne sont pas là pour poser des questions mais pour prendre place dans une des plus belles pièces de théâtre des dernières années.

Quoi qu'il en soit la nouveauté a fait un malheur dans les chaumières et le duo Sadate-Begin part très fort au hit-parade. Plus de trois cent mille disques vendus en l'espace de quelques jours.

Ce qui compte, c'est bien la mise en scène et l'investissement en journalistes. Un investissement qui devient à la fois plus solide et plus rentable que la pierre ou l'or. Ensuite avec un bon technicien on fait un vrai malheur...

C.-M. VADROT ■



Droit à l'anonymat

Dans la tribune libre publiée par TS du 27 octobre, le camarade Jacques Le Menestrel invite à une réflexion lucide, mais naturellement discutable, sur le problème de l'unité. Si nous ne sommes pas tentés de donner notre propre point de vue — qui n'est d'ailleurs pas uniforme — c'est parce que ce militant PSU a démystifié, à partir de données importantes, le rituel d'une aspiration qui intéresse tous les autres travailleurs. Une prise en charge libre et collective des problèmes cruciaux qui se posent est seule capable d'apporter solution à ceux-ci.

C'est pourquoi nous n'estimons utile de ne relever, dans le texte du camarade Le Menestrel, que les seuls points qui nous paraissent être de nature à décourager d'autres contributions et à en limiter le développement.

Tant que des militants, se souciant peu d'être en flagrante contradiction avec leur dénonciation des « avant-gardes », viendront autoproclamer : « nous qui sommes révolutionnaires et autogestionnaires », les travailleurs seront réduits à n'être que des spectateurs extasiés ou, pour le plus grand nombre, confrontés dans leur rejet de telles fanfaronnades et surenchères subjectives. Ou bien la capacité révolutionnaire est et reste déterminée, pour l'essentiel, par l'expérience et par les luttes de la classe ouvrière, ou bien ce n'est que le fantasme de minorités éclairées.

Un dédain du même ordre fait écrire à Jacques le Menestrel : « nous n'aurions plus comme seule solution qu'à suivre le conseil d'une poignée d'anonymes (dans PH) et faire l'unité avec... le CERES ! » Nous abandonnant à quelque humeur, nous pourrions répondre à ce camarade qu'une « poignée d'anonymes » valent bien sa poignée de neuf « communistes autogestionnaires » du PSU qui, également, s'expriment dans PH pour... rompre des lances contre d'autres militants iconoclastes, se livrer à un anticommunisme primaire, s'in-

digner de nos offenses à la social-démocratie et, succombant à une charitable amnésie, consoler l'angélique Rocard. Ceci en occultant tous les faits exposés dans notre texte collectif, en caricaturant et en dénigrant nos positions de classe.

Les exigences anthropométriques de Jacques Le Menestrel soulèvent, plus concrètement, un problème très sérieux qui conditionne un libre et large débat. Et c'est ce qui est important pour nous tous. Soyons clairs :

— Vis-à-vis de l'opinion publique et dans cette démocratie bourgeoise, nous ne sommes ni plus ni moins anonymes que la quasi totalité des travailleurs qui luttent ou rongent leur frein.

— Nous ne sommes pas des kamikazes et, dans l'avant-propos du dossier envoyé à P.H. (puis à TS), nous écrivons : « Nous avons renoncé à signer collectivement ce texte, afin de ne pas compromettre notre action quotidienne et tarir nos sources inédites d'information. Un affichage superflu favoriserait, à l'encontre des travailleurs qui nous aident, comme de nous-mêmes, une répression patronale ou une neutralisation militante, parfois convergentes. Cet anonymat fait mieux apparaître, d'ailleurs, qu'un texte ne devrait être valable que par son contenu, la notoriété du ou des auteurs faussant généralement le libre arbitre des lecteurs... »

Ce n'est donc pas spécialement pour notre collectif et son réseau d'information que nous revendiquons le droit à l'anonymat, mais pour l'ensemble des travailleurs, y compris ceux qui ne peuvent se référer à leur « mandat ». Cette condition est déterminante pour libérer massivement une conscience et une volonté de classe dont nous ne connaissons aujourd'hui, en dehors de notre terrain de lutte, que des interprétations approximatives.

Donner la parole et l'initiative aux travailleurs c'est le véritable tournant historique que nous pouvons et devons prendre.

Convergences militantes de base (le collectif région parisienne) ■

Pour Cagnat et le MAN

Je me décide à défendre Cagnat et ses dessins... Le rôle d'une caricature c'est de faire réfléchir en choquant, pas de faire une subtile analyse politique. Prenons la BD sur le pape et les otages. N'est-il pas sectaire d'y voir un effet de la bande des « nouveaux philosophes » : si des socialistes n'ont plus le droit de parler des « blâmables excès » de certains pays qui se disent socialistes, de quoi faut-il qu'ils parlent ?

Dans le même numéro de TS, le débat sur « une autre défense » m'a beaucoup déçu. Indépendamment de la controverse entre violence et non violence, je me suis senti plus proche du représentant du MAN et de sa théorie de la défense populaire que des arguties techniques de mes camarades de parti. Il ne faut pas être angélique d'accord, mais faut-il parler de la défense comme le ferait Hernu ?

André PONCHEL (Sens) ■

Faites l'union

Tous les partis d'extrême gauche claquent leur désarroi devant le désaccord actuel du PC et du PS — au sujet du Programme commun, croit-on... La matière grise des uns et des autres s'use, on ne peut mieux, à vouloir les ressouder à tout prix !... Peine bien perdue et pour cause, le désaccord entre les différents courants (politiques, syndicaux...) d'extrême gauche, connaissant la même déconfiture. Ne demandez pas aux autres ce qu'il vous est impossible de faire, sinon, vous débouchez directement dans la malhonnêteté !...

Si l'extrême gauche désire être crédible, aux yeux de tous et sur le champ, elle devrait, pour le moins, prêcher par l'exemple, en réalisant aussitôt, l'union autour d'un programme commun autogestionnaire (dans la mesure où il n'existe, d'ailleurs, qu'une seule forme d'autogestion)...

René GUDOLLE ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fav, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.
● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel.
● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096
Administration et publicité : 566.45.37
Numéro de la commission paritaire : 50 392
Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :
Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque
38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

● Où va la France ?

La paix ?
par **B. Ravenel** p 5
Affaire Croissant, affaire Ponce-Pilate
par **M. Etienne** p 6
Les juges et le pouvoir. Interview de
Gérard Masson, propos recueillis
par **M. Etienne** p 7

● Social

1^{er} décembre nécessaire
par **Y. Sparfel** p 8
Felletin : les flics de la charité. p 9

● Enquête

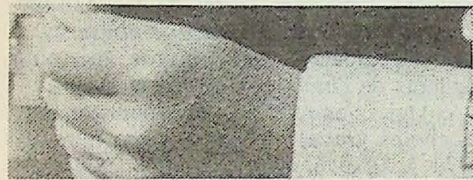
Forêt : le mal landais
par **J. Sanchez** p 11-12
Ecologie 78 : la partie de poker
par **C.-M. Vadrot** p 13

● La parole à

Michel Foucault : L'Etat et la sécurité,
propos recueillis
par **R. Lefort** p 14-15

● Et pourtant elle tourne

Jérusalem : le poker de Sadate
par **B. Ravenel** p 16-17

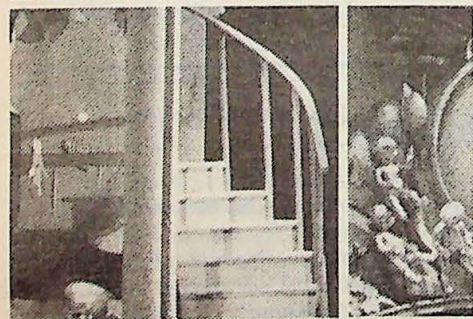


● Bonnes feuilles

Afrique australe : la stratégie Carter,
par **B. Cohen** et **H. Schissel** p 18

● Les armes de la critique

Science-fiction : la SF cherche des femmes
par **B. Blanc** p 19
Théâtre : L'échéance
par **D. Nores** p 20
Cinéma : Bobby Deerfield
par **F. Gastellier** p 21



Sport : France-Bulgarie... en passant par
l'Allemagne,
par **H. Sibille** p 22
Télé : Dégoûts,
par **Ph. Mariélie** p 23
Egoutiers en grève : Le ventre de Paris p 24



la paix ?

Par Bernard RAVENEL



Après cet extraordinaire événement qu'a été le voyage de Sadate en Israël, on commence à pouvoir prendre du recul et à raisonner.

S'il est encore difficile de mesurer les conséquences politiques du choc psychologique provoqué par ce voyage — et l'on sait toute l'importance politique dans cette région du facteur psychologique — il n'en reste pas moins nécessaire, au risque de paraître rabat-joie, de rappeler quelques évidences, bien oubliées ces jours derniers.

La première c'est que les Etats-Unis veulent une solution globale qui assure une stabilité relative dans une région devenue stratégiquement vitale pour eux. Cette solution passe par un compromis accordant aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza une « existence » dans le cadre d'une fédération jordano-palestinienne. Cette « entité » palestinienne serait désarmée. On mesure la distance qui sépare le compromis de la revendication palestinienne à l'indépendance.

La deuxième évidence c'est que l'Égypte — comme les autres Etats arabes conservateurs — ne souhaite pas un Etat palestinien *indépendant*, considéré comme un dangereux ferment révolutionnaire dans la région.

Il y a action convergente des Etats-Unis et des régimes conservateurs arabes pour tenter de faire pression sur Israël afin de remettre en cause sa politique colonialiste en Cisjordanie et à Gaza. Cette politique peut ébranler la droite expansionniste israélienne groupée derrière Begin. Mais, à côté de ce fait positif, la « pax americana » passe aussi par la négation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Celle-ci commence par la réduction de sa force militaire — d'où l'opération au sud Liban — et se poursuit par des tentatives de remise en cause de la représentativité politique de l'OLP.

Aujourd'hui cette stratégie qui veut se réaliser à travers la conférence de Genève suppose de bloquer toute initiative intempestive de la part de Begin. Le voyage de Sadate peut s'interpréter comme se situant dans cette perspective.

Une dynamique de paix semble être enclenchée et qui ne s'en réjouirait ? Elle est contradictoire avec la pente expansionniste de la politique actuelle de Begin dont le discours de réponse a bien montré qu'il n'en imaginait guère d'autre.

La volonté de paix qui s'est manifestée dans les masses israéliennes à l'occasion du voyage de Sadate va-t-elle s'accompagner d'une prise de conscience de la nécessité d'accorder sa place, toute sa place, au peuple palestinien ? Tout dépend à la fois du développement de la lutte des classes en Israël et de la façon dont les Palestiniens — c'est-à-dire l'OLP — sauront prendre en compte le fait national israélien.

Seule la réalisation effective du droit à l'autodétermination du peuple palestinien peut assurer la légitimité — et donc la sécurité — en territoire palestinien d'une nation israélienne. La coexistence pacifique entre les deux peuples est à ce prix. On ne fonde pas de paix durable sur une injustice.

Aujourd'hui la solution juste du problème palestinien reste la clé de la paix au Proche-Orient. ■

affaire Croissant : affaire Ponce-Pilate

Le plus navrant encore, c'est la démission
d'une certaine gauche

En quelques mois, la République fédérale d'Allemagne a récupéré de façon spectaculaire deux de ses citoyens : Kappler, criminel de guerre enlevé aux Italiens, et Klaus Croissant, défenseur des membres de la Fraction armée rouge (RAF) livré pieds et poings liés par le gouvernement d'un pays qui reconnaît l'existence d'un droit d'asile à « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté » (préambule de la Constitution de la République, alinéa 4).

Seuls quelques rares amis de Croissant se sont retrouvés ce soir d'un mercredi 17 novembre, à l'heure où la France vibrait au rythme des buts marqués par son équipe nationale de football, pour s'opposer à ce qu'il faut bien appeler l'enlèvement d'un homme qui avait fui son pays en croyant à l'asile qu'offre constitutionnellement la France à ceux qui sont poursuivis pour des raisons politiques.

Le plus navrant dans cette affaire (deshonorante pour la magistrature, indigne des traditions républicaines de notre pays), est moins la manière dont Croissant a été réexpédié en Allemagne que l'absence de mobilisation significative des forces de gau-

che contre un tel forfait. Car c'est bien d'un forfait qu'il s'agit.

Du gouvernement, nous n'attendions que la ferme application des principes tracés

- par le président de la République soi-

PRISON QUATRE ÉTOILES POUR CROISSANT



même qui, huit jours plus tôt, avait donné devant le Conseil constitutionnel la définition suivante de l'Etat de droit : « Celui dans lequel chaque autorité, de la plus modeste à la plus haute, s'exerce sous le contrôle d'un juge qui s'assure que cette autorité respecte l'ensemble des règles de compétences et de fond auxquelles elle est tenue » ;

- par la voix de l'académicien garde des Sceaux, Alain Peyrefitte ensuite, dont le verdict avait été rendu de façon péremptoire dès avant ce jour sombre du 17 novembre 1977 ;

- par la bouche du procureur général Sadon enfin qui, fait sans précédent, avait requis en personne l'extradition de Croissant à l'audience de la chambre d'accusation.

Ponce-pilatierie

Ce mercredi 17 novembre 1977, le gouvernement français a appliqué à la lettre tous ces nobles principes. D'abord, il s'est contenté d'exécuter l'arrêt de la chambre d'accusation. Celui-ci est arrivé, conforme à ce qu'attendaient les censeurs les plus vigilants de l'indépendance de la magistrature. Oui à l'extradition, mais pour les faits les moins graves : à savoir s'être livré de 1972 à 1976 à une « intense activité de propagande » en faveur de « l'association de malfaiteurs » que constitue la RAF. Le reste a été purement et simplement rejeté.

Bref, faire plaisir aux autorités fédérales par gouvernement français interposé, tout en simulant n'accepter que les charges les plus légères pour soulager leur conscience de magistrats indépendants ; ou, mieux encore, préserver des lendemains qui chanteront pas nécessairement pour les auteurs d'une telle ponce-pilatierie.

Préserver le futur donc, d'autant plus qu'en droit strict le gouvernement n'est pas lié par les avis de la chambre d'accusation. Il suffisait à celui-là de respecter la forme. En droit strict, il l'a fait, et même bien fait.

François, Jean-Pierre et Klaus

La prudente réaction du PS à l'extradition de Klaus Croissant n'a pas été uniquement relevée dans les milieux d'extrême gauche. A la fête organisée par la fédération de Paris du PS, le week-end dernier porte de Pantin, elle a donné lieu à des commentaires souvent passionnés. Les militants du PS, ravis du succès populaire de leur fête, évoquaient avec consternation — et parfois avec colère —, le communiqué du bureau exécutif de leur parti sur l'affaire Croissant. La déclaration de J.-P. Chevènement — qui n'avait pas hésité à mettre en cause... la « Trilatérale » —, n'était guère mieux accueillie.

Au forum sur les libertés, auquel participaient Victor Leduc et Michel Etienne pour le PSU, des Radicaux de gauche et des représentants d'organisations d'avocats et du Syndicat de la magistrature, l'extradition de Klaus Croissant occupa la majeure partie des débats.

Les explications embarrassées des responsables du PS n'ont eu guère de succès. Une jeune militante n'a pas hésité, sous les

applaudissements de l'assistance, à annoncer qu'elle avait bien envie de déchirer sa carte...

On attendait avec espoir le discours du Premier secrétaire. « François » allait sûrement tout arranger. Accueilli par les sonores « Mitterrand, Marchais, merci pour Klaus Croissant » d'une partie de l'assistance, le leader socialiste s'est bien gardé d'aborder de front ce délicat sujet. Il garda pour la fin une dénonciation vigoureuse et passionnée... du terrorisme, assortie d'un lapidaire : « C'est pourquoi nous sommes contre l'extradition de Klaus Croissant ». Pas un mot sur les droits élémentaires de la défense, sur la dégradation des libertés démocratiques en RFA, sur l'internationalisation d'un arsenal répressif venu d'outre-Rhin.

Visiblement, François Mitterrand ne voulait pas faire de peine à Helmut Schmidt. Dommage pour les avocats et les magistrats socialistes qui, dans cette affaire, ne peuvent guère compter sur leur parti. Dommage pour Klaus Croissant. Dommage aussi pour les libertés.

L'arrêt était à peine rendu que la vacuité de services de la chancellerie s'organisait. Point de responsables, place Vendôme, pour répondre aux défenseurs de Klaus Croissant. Par contre, l'arrêt lui était signifié dans les meilleurs délais à la prison de la Santé. En droit strict, les apparences étaient sauves puisque le recours immédiatement introduit devant le Conseil d'Etat, dont il faut souligner qu'il avait organisé une permanence pour recevoir les défenseurs de Croissant à toute heure de la nuit, n'est pas suspensif. Encore eût-il fallu que le Conseil d'Etat puisse le dire. Le gouvernement ne lui en a pas laissé le temps. Certes, aucun texte ne l'y contraignait. Tant paraît évidente la farce sinistre du droit face à la force brute de l'Etat.

La gauche, hélas

La gauche traditionnelle s'est alors contentée de donner de la voix : celle du parti socialiste a été pour le moins feutrée. Il est vrai que François Mitterrand siège aux côtés de H. Schmidt à la II^e Internationale. Celle du secrétaire général du PCF a été violente. Mais les troupes sont restées au vestiaire.

Sous prétexte de ne point céder à la provocation, la gauche à vocation gouvernementale s'est abstenue de manifester. Elle ne fut pas la seule. D'autres organisations qui nous ont habitué à moins de timidité se sont contentées d'appeler leurs adhérents à une réunion d'information, laissant leurs militants seuls face à leur conscience individuelle, se contentant de soutenir quelques actes isolés, mais *a posteriori*. C'est ainsi que des juges qui sont constitutionnellement « *garants des libertés* » ont osé dire leur indignation. Ils l'ont fait seuls, sans le soutien actif et préalable de leur organisation professionnelle.

Faut-il s'en offusquer quand tous ou presque tous, et jusqu'aux mieux informés, se sont laissés surprendre par la venie du gouvernement français ? Même les responsables du journal *Le Monde* expliquaient que Sadon était allé au charbon pour donner le change à Schmidt mais que, fondamentalement, le gouvernement ne souhaitait pas l'extradition.

Avant qu'il soit trop tard

Ce qui est arrivé mercredi n'est jamais que la première extradition d'un avocat vers un pays où l'on supplée l'absence de peine de mort par les « suicides » dans les prisons. Un avocat qui, faut-il le rappeler, est poursuivi par le procureur de la RFA, Erwin Schule, membre du parti nazi dès 1935. Ce qui est en cause, par-delà la personne de Croissant (il a pu déclarer avant son enlèvement que « *si on devait apprendre ma mort dans une prison allemande, ce ne sera jamais un suicide* »), c'est l'avènement insidieux mais indubitable d'un nouveau type de « démocratie » musclée où la sécurité tiendra lieu de justification à l'absence de libertés. Il reste à la gauche d'en prendre conscience avant qu'il ne soit trop tard. Trop tard pour la démocratie et trop tard pour les libertés.

Michel ETIENNE ■



Photo D. Maillat

les juges et le pouvoir

L'indépendance de la magistrature est un mythe. C'est ce qu'explique Gérard Masson auteur du livre « Les juges et le pouvoir »

TS : Les termes « magistrature » et « indépendance » sont toujours accolés. Les juges seraient par principe indépendants. A lire ton ouvrage, on a plutôt l'impression du contraire. L'indépendance des juges relèverait-elle davantage du discours que de la réalité ?

Gérard Masson : On n'en finirait pas d'énumérer les faits qui dénotent une étrange coïncidence entre la volonté du pouvoir et les décisions des juges. Rappelle-toi le rôle que les juges ont joué sous Vichy dans les sinistres sections spéciales contre les résistants, pendant la guerre d'Algérie où ils servirent de caution, sinon de couverture, à l'armée qui torturait, et, plus près de nous, l'affaire Abou Daoud, quand la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, refusait l'extradition du leader palestinien demandée par le gouvernement de Bonn, alors que le gouvernement français ne la souhaitait pas — pétrole oblige ! Et que dire de la décision de la même chambre se prononçant pour l'extradition de Klaus Croissant après que le ministre et académicien Peyrefitte eut déclaré que le droit d'asile politique avait des limites !

Des faits comme ceux-là, qui en cachent bien d'autres dont on ne parle pas, incitent au moins à se demander ce qu'il y a derrière le discours sur l'indépendance des juges. Lorsqu'on essaie de soulever le voile, on s'aperçoit de deux choses : d'abord que la bourgeoisie a rapidement violé les principes qu'elle avait posés pour justifier sa prise de pouvoir en 1789, c'est-à-dire l'élection de juges ; ensuite qu'avec des nuances, mais avec une constance remarquable, elle a fait en sorte qu'en droit comme en fait les juges nommés par le pouvoir restent sous sa dépendance.

TS : Les magistrats sont donc dépendants ? De qui, de quoi ?

G.M. : J'ai limité ma recherche à la dépendance organique des juges vis-à-vis du pouvoir. La dépendance inhérente à la conception même de la justice de la bourgeoisie, c'est celle des juges vis-à-vis du droit, c'est-à-dire, en définitive, des intérêts

généraux de la bourgeoisie que le droit assure, protège et que les juges sont chargés de faire respecter.

Dépendance organique du fait de leur statut, dépendance fonctionnelle en tant que serviteurs de la loi, mais aussi, dépendance idéologique qui se manifeste par une révérence passive vis-à-vis du droit existant au nom d'une soi-disant neutralité. Comme si le droit pouvait être neutre ! Le contrat de travail ou le contrat de location d'un appartement résulter de l'accord de deux volontés égales !

TS : Comment se manifeste principalement cette dépendance ?

G.M. : Pas comme on pourrait le croire de prime abord, parce que les magistrats sont nommés par le pouvoir. Mais parce que, et bien qu'ils soient inamovibles, leur carrière est pour l'essentiel entre les mains du ministre de la Justice et du président de la République.

Il existe bien des organismes qui, en théorie, doivent éviter que les promotions, les mutations, les sanctions disciplinaires soient décidées par le pouvoir. Mais leur composition (le Conseil supérieur de la magistrature est désigné par le président de la République), leurs compétences sont telles que le pouvoir peut contrôler le déroulement de la carrière des juges.

La Constitution de 1958 : un chef-d'œuvre

A qui faire croire encore que les juges sont indépendants ? La Constitution de 1958 est d'ailleurs un chef-d'œuvre puisqu'elle dit que c'est le président de la République qui assure l'indépendance des juges. J'ajoute que ce sont les présidents de chaque juridiction qui notent et proposent les juges pour des promotions.

Ainsi construit, le système ne risque guère de produire une politique judiciaire qui contrarierait le pouvoir !

Et lorsque, sous l'impulsion du Syndicat de la magistrature, des juges tentent de remettre en cause la hiérarchie, de dénoncer

des lois anti-libérales, de renverser le caractère souvent unilatéral de la justice, le pouvoir utilise tous les moyens que lui offre le statut (procédure disciplinaire, refus de promotion) quand il ne va pas jusqu'à dénier toute possibilité d'action collective aux juges. Il a fallu aussi que le Syndicat de la magistrature (suivi par l'Union syndicale des magistrats) se mobilise pour faire échec à une proposition de loi tendant tout bonnement à rendre impossible l'exercice du droit syndical pour les juges.

« En conscience... »

TS : A ton avis, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a-t-elle statué en toute indépendance dans l'affaire Croissant ?

G.M. : Si on veut dire par là que les juges auraient subi des pressions directes ou indirectes du pouvoir, rien ne permet de le soutenir. Le pouvoir n'a même pas besoin d'aller jusque-là. La déclaration intempestive de M. Peyreffitte n'a pas dû être sans effet pour des juges dont l'oreille est souvent orientée vers ce que souhaitent les sommets de l'Etat. Mais il est tout aussi probable que les juges ont statué, comme ils le disent, « en conscience » ; et cette conscience des magistrats c'est aussi une conscience politique qui n'est pas nécessairement démocratique ou libérale !

TS : La thèse de l'indépendance des magistrats ne fait-elle pas partie d'un faux-débat ? A cet égard le Syndicat de la magistrature préfère parler de liberté du juge ? Qu'en penses-tu ?

G.M. : L'indépendance des magistrats est effectivement un faux-débat par le fait même des idéologues bourgeois qui ont ramené cette indépendance à la confrontation solitaire d'un homme désincarné avec sa conscience. Revendiquer la liberté du juge est une tentative pour sortir de cette conception et affirmer le droit du juge de n'être pas un esclave de la loi, un mécanisme passif et soumis de l'appareil judiciaire.

L'impasse de la liberté

Dans le contexte actuel, cette revendication est efficace. Elle a cependant ses limites car le système est bien protégé contre l'utilisation qui peut en être faite. Et qui ne voit le danger que peut représenter cette liberté reconnue à une magistrature hostile à un autre pouvoir ? Je crains pour ma part que la notion de liberté n'aboutisse à une impasse ; qu'il soit libre ou non, le juge est ce professionnel qui produit une justice extérieure aux masses. La seule perspective socialiste, c'est-à-dire d'auto-administration des masses, c'est de leur en confier progressivement et complètement l'exercice. La démocratisation de l'appareil judiciaire envisagée par le Programme commun s'inscrit dans cette perspective que ne sauraient écarter les tenants de l'unité des forces populaires et du socialisme autogestionnaire.

Propos recueillis par Michel ETIENNE ■

social

1^{er} décembre nécessaire

Un moment privilégié
pour forger
une autre unité

Georges Séguéy a dénoncé la politique du pouvoir devant la presse sociale la semaine dernière. Il a dressé le bilan d'une année catastrophique : hausse permanente du chômage (1 205 783 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE fin octobre 1975, soit selon les calculs de la CGT 1 650 000 chômeurs réels), hausse des prix, baisse globale de 2 à 3 % du pouvoir d'achat pour l'année 1977, (ce qui signifie beaucoup plus dans certaines branches comme le textile ou le bâtiment), répression syndicale, refus de négocier.

Le leader de la CGT a tenu à souligner la combativité des travailleurs, qui se manifeste dans de nombreux conflits. La journée d'action du 1^{er} décembre en sera selon lui un débouché normal.

Moins optimiste, E. Maire, au nom de la CFDT, reconnaissait que la journée inter-



Photo E. Kagan

confédérale CFDT, CGT, FEN du 1^{er} décembre, est volontariste. Mais elle exprime le besoin de porter au niveau national le mécontentement accumulé depuis la rentrée. Celui-ci est apparu à travers des conflits phares comme Dubigeon ou Montefibre. Mais est apparue en même temps l'intransigeante fermeté gouvernementale et patronale (dans la sidérurgie, à EGF en particulier). FO a bien tenté de l'utiliser à ses propres fins. L'appui ouvert de Chirac ne lui est pas ménagé. Avec les AOP (assemblées ouvrières et professionnelles) en fait des sections RPR d'entreprise — une OPA sur FO est lancée. Mais Bergeron n'a rien obtenu de Barre ou de Giscard. Les accords signés par FO reflètent les très maigres contreparties obtenues par la politique de collaboration de classes.

Rien ne vient donc désamorcer la dégradation de la situation. C'est cela qui inquiète le plus aujourd'hui les salariés et leurs organisations. Le pouvoir et le patronat se sont érigés en forteresse du refus de négocier. Georges Séguéy en est venu à demander un « geste » au pouvoir pour les plus démunis. Ce geste pourrait, après des négociations tripartites, conduire à verser des allocations spéciales aux familles les plus démunies, à généraliser le 13^e mois et à accorder des indemnités exceptionnelles aux chômeurs et aux petits retraités.

Mais à n'en point douter, le pouvoir n'est pas disposé à « dédommager » les victimes de sa politique. Le 1^{er} décembre servira de test pour mesurer les forces en présence. On peut s'interroger sur la portée d'une telle journée. Malgré les appels nombreux à la grève de la grande majorité des organisations de la CGT et de CFDT sur leurs problèmes propres, le 1^{er} décembre pourrait-il comme la journée du 9 octobre l'année dernière, servir de détonateur pour élargir et accentuer la résistance à l'austérité ? On sent une certaine « mollesse » dans quelques secteurs (en particulier chez des enseignants de la FEN ou dans la Fonction publique).

Pourtant si une chance de rassembler unitairement les travailleurs au-delà des querelles de la gauche existe, ce sera le 1^{er} décembre qu'il faudra la saisir. Les échecs, semi-échecs, ou le pourrissement de certaines luttes ces derniers mois (Dubigeon, Montefibre, égoutiers de Paris, sidérurgie etc...) rendent indispensable une lutte d'ensemble.

Le PSU fera tout ce qui est possible pour appuyer cette journée. Les travailleurs qui depuis des mois ont dû affronter l'austérité et la crise exigent le rattrapage de leur pouvoir d'achat, un emploi pour tous, la semaine de 35 heures et une véritable prise en main de la production par le contrôle ouvrier.

Les plates-formes de la CGT et de la CFDT comportent un bon nombre d'objectifs qui vont dans ce sens. Le 1^{er} décembre sera l'occasion de les réaffirmer. Ce sera aussi un moment privilégié pour forger une autre unité des travailleurs, partant des revendications et des luttes. Tous ceux qui se battent pour l'unité populaire doivent donc participer à ce moment de globalisation de l'action. Faire du 1^{er} décembre un succès, c'est aussi un acte politique.

Yves SPARFEL ■

Contrôle social, mise en fiche des assistés, drogués, handicapés, enfermés, rejetés, les éducateurs et travailleurs sociaux savent ce qu'ils font ou ce qu'on les prépare à faire. Ils en ont assez de se battre la coulpe en pensant : « Nous sommes de « charitables flics » de cette société qui veut perpétuer des valeurs chauvines, normalisantes, militaires pour que se reproduise le capital et l'aliénation par le travail. » Ils inventent d'autres voies, d'autres manières d'éduquer les hommes, les femmes, les enfants lentement détruits par la sélection et la misère. A l'heure où fleurit la publicité sur des livres qui exhalent les inégalités biologiques ou de race entre les hommes, il faut réagir. Des enfants sont enfermés dans des univers où, au nom de décisions xénophobes contre ceux qui ne sont pas « normaux », on punit, on discipline.

Avec les éducateurs, il faut dire que c'est intolérable. L'exemple de l'IME de Felletin nous le confirme. Mais avant d'en parler, signalons encore un fait. Le père Fabre — ancien directeur — inculpé, puis emprisonné à la suite du décès, dans son établissement, d'une adolescente de treize ans (on l'attachait, on la battait) et à la suite de l'action du personnel qui avait dénoncé ses agissements de tortionnaire, est revenu à la tête de l'Espéridou (dans l'Hérault). Le droit de gérer équivaldrait-il pour les pouvoirs publics au droit de vie et de mort ? Lentement juridiques, obstructions aux enquêtes et, pourquoi ne pas le dire, complicité des « autorités » avec le

Felletin : les flics de la charité

père Fabre, ont rendu cela possible. La fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT s'en indignent.

Elle a raison. La charité des notables résonne trop souvent du bruit des bottes à clous.

Yves SPARFEL ■



Photo D. Maillet

La logique de l'enfermement fait des ravages. Aujourd'hui, celui qui n'est pas normal y a systématiquement « droit ». Les enfants autant sinon plus que d'autres. Ceux qu'on caractérise comme « débilés », en particulier. Des éducateurs se voient confier la lourde tâche de les occuper dans des lieux d'enfermement, isolés du tissu social et urbain, dans des départements dépeuplés en général : là, ils ne génèrent pas grand monde. L'institut médico-éducatif (IME) de Felletin (3 500 habitants) dans la Creuse est un de ces lieux.

« Désenfermer » disaient-ils

A l'ouverture de cette école, il y a cinq ans, les 50 à 80 enfants (pour la plupart des retardés scolaires) étaient des fous, des anormaux, donc des dangereux. Mais les éducateurs de cet IME ont voulu briser ce carcan d'incompréhension. Ils ont évité de reproduire dans l'établissement les structures scolaires traditionnelles. Ils ont appliqué une pédagogie active et individualisée, adaptée à chaque cas. Ils ont cherché à développer toutes les capacités des enfants sans prééminence des capacités scolaires. Ils ont voulu parvenir à développer les moyens de défense individuels, à ce que les enfants

prennent confiance en eux-mêmes et s'expriment. Ils ont voulu ouvrir l'IME sur l'extérieur en toutes occasions, refusant le ghetto. Ils ont tenté enfin de mettre les enfants en situation professionnelle précoce par des stages chez les artisans et commerçants, par un travail réel et collectif (restauration d'un vieux moulin, aménagement de locaux). Bref, ils ont recherché à briser la solitude, à faire accepter les enfants par la population avoisinante.

Ils ont réussi partiellement puisqu'à Felletin, ces enfants circulaient librement, trouvaient des artisans prêts à les recevoir, puisqu'un nombre croissant d'enfants se réinséraient dans la vie sociale.

Pour parvenir à ce résultat, le personnel de l'IME a pratiqué une pédagogie anti-autoritaire avec les risques que cela comporte (impression de flou, de désordre, de manque d'organisation). Mais la logique du « en rang par deux », de « la discipline », de la « punition », de « l'univers concentrationnaire » a reculé. Le personnel a vécu collectivement, parfois avec beaucoup de difficultés, de contradictions cette tentative. Moins de division des tâches et de spécialisation, réduction de la hiérarchie, rapports différents avec les médecins, et le directeur ; tout cela affleurait, sentait bon l'avancée vers l'autogestion.

Mais la liberté des uns dérange celle des autres... Cette liberté là a dérangé un certain Monsieur Mazet. Qui est-il ? Encarté RPR, il est l'ami de Pierre Juillet (ex-chef de cabinet de Pompidou) et fréquente régulièrement Chirac dont le petit fief corrézien est situé non loin de Felletin. Entrepreneur de bâtiment, il tient la ville. On peut imaginer comment : serrements de mains, paternalisme, embauche, etc.... Monsieur Mazet était maire apolitique. Il a donc mal supporté l'élection en mars dernier de trois socialistes dans « son conseil municipal ». Il a mal supporté qu'ils appuient l'expérience de l'IME qui d'ailleurs est tout à fait acceptée par l'ensemble de la population. Il a mal supporté que maire depuis 25 ans, son autorité soit contestée, qu'apparaissent grâce à l'exemple de l'IME, d'autres espoirs que ceux qu'il distribuait.

Sous sa pression, le conseil municipal, propriétaire des terrains et des locaux, à la suite d'un long conflit avec l'association départementale des amis et parents d'enfants inadaptés, a provoqué la création d'une nouvelle association gestionnaire de l'IME où le personnel n'est pas représenté. Malgré la solidarité des parents, les promesses faites en juillet de conserver l'ancienne équipe éducative, la nouvelle présidente propulsée par Mazet change de directeur et, en octobre, licencie le psychiatre. Propos de Madame Deluret : « Pour moi, le directeur de la DDASS et le directeur du travail, c'est rien du tout. »

L'ordre imbécile

Le personnel décide de faire grève face à cet autoritarisme ; grève suivie à 80 % pendant quatre jours en octobre. Madame Deluret renchérit : elle licencie quatre éducateurs pré-stagiaires. Le personnel riposte par une grève illimitée, déclenchée le 2 novembre. Depuis, l'action se poursuit. Une manifestation a regroupé 400 personnes début novembre. Cela démontre que l'enjeu du conflit dépasse les six licenciements.

Il se situe entre les partisans d'une vieille droite autoritaire, décadente, cynique qu'incarne bien M. Mazet et Mme Deluret, et ceux qui veulent sauver la vie et l'avenir des enfants inadaptés. Autonomie, liberté, auto-gestion contre l'ordre imbécile, brutal des bourgeois. Le personnel se battra donc pour l'annulation des licenciements, un contrôle de l'embauche, les moyens de fonctionnement normaux de l'établissement, une intervention des pouvoirs publics pour faire respecter les engagements pris par le conseil municipal de Felletin et si allègrement violés par l'ami de Chirac.

Parce que ce combat rejoint celui que mènent de nombreux travailleurs sociaux et éducateurs dans toute la France (ceux des centres d'aides pour le travail, en particulier de Nice et de Besançon, ceux qui sont en formation, et occupent le centre de Saint-Simon à Toulouse, etc.), le conseil national du PSU a voté une motion de soutien à l'équipe éducative de Felletin. Il appelle aussi à la solidarité. La Creuse, c'est loin, dépeuplée (troisième département après la Lozère et l'Ariège pour le taux de désertification). Pas facile donc de mobiliser. Pour apporter votre appui : Section CFDT de l'IME, l'échange 23500 Felletin. Tél. : 1 -

(56) 66 43 03 - soutien financier : Olivier Margery, Crédit agricole, compte n° 114 2302 0118 à Felletin.

Y.S.

SCPC : Une paie ouvrière

En lutte depuis 16 mois avec occupation, pour la sauvegarde de leur emploi, les travailleurs de SCPC ont décidé devant la carence des pouvoirs publics, de se payer eux-mêmes par leur travail réalisé dans l'usine.

SCPC, était une entreprise qui faisait des petits flacons en plastique pour les laboratoires et produits de beauté. Située en zone industrielle de Cournon, près de Clermont-Ferrand, elle employait 155 salariés. Elle a été fermée malgré le refus d'autorisation des licenciements par la direction de la main-d'œuvre. Ce refus des licenciements était basé sur le dossier constitué par les travailleurs démontrant que l'entreprise était prospère, que la fermeture décidée par le groupe Carnaud, visait délibérément l'usine de Clermont.

Dès l'annonce de la fermeture en juillet 76, l'usine était occupée. Les travailleurs ont tenté toutes les démarches, y compris une étude sur le redémarrage avec une usine de Lille, celle-ci n'a pu être poursuivie car, entre autres, le syndicat qui ne s'est jamais soucié des travailleurs, demandait un prix exorbitant de l'usine et du matériel, montrant par là sa volonté déterminée qu'aucune solution ne soit trouvée.

Les travailleurs de SCPC et leurs sections syndicales CFDT et CGT, ont essayé de coordonner leur action avec toutes les usines occupées. Une réunion de coordination au plan national s'est déroulée en novembre 1976 à SCPC avec la participation de Lip, Idéal-Standard, Sud-Acier, etc. Au niveau régional, le même effort a été tenté, et des actions communes réalisées avec les autres usines occupées : Copon-Book, Amisol, Olier, Wassmer, IPB de Paulhaguet. Un car complet s'est rendu cette semaine à Lip pour envisager les possibilités d'avenir et de lutte.

Dans le même temps, les ouvriers de SCPC, sachant que l'indemnisation à 90 % leur serait un jour supprimée, ont décidé de produire des objets et de les vendre. Pour l'instant, il s'agit d'un jeu de société « Le tour de France des luttes » et des laves émaillées produites artisanalement. Le 14 novembre, la première paye effectuée par les ouvriers en lutte, a été distribuée à SCPC. Elle marque la ténacité des ouvriers

pour lutter pour un emploi, et leur capacité d'invention.

Les ventes de laves émaillées et jeux ont lieu à SCPC les après-midi des jours ouvrables, mais surtout les lundis après-midi. Tous ceux qui veulent soutenir la lutte des travailleurs contre le chômage peuvent donc venir à SCPC acheter en solidarité ces objets qui d'ailleurs peuvent être offerts en cadeau pour les fêtes de fin d'année.

SCPC est située en zone industrielle de Cournon au 8, rue de l'Industrie. On peut aussi s'adresser à CFDT de Clermont, 3, rue du Maréchal-Joffre, ou écrire à Jean Lajonchère Malinrat, 63510 Aulnat.

Rencontre PSU-CFDT de la banque

Cette réunion a eu lieu à la demande de la fédération CFDT de la banque, le lundi 14 novembre. Elle a permis de constater un accord complet entre les deux organisations sur la nécessité d'une nationalisation totale du système du crédit pour donner à un pouvoir populaire une maîtrise réelle des investissements et de la planification.

Les deux organisations ont convenu de poursuivre leur réflexion sur le problème de la représentation des travailleurs dans les entreprises nationalisées et d'envisager un échange sur les problèmes de l'introduction de l'informatique dans la gestion des banques.

Immigrés contre Stoléru

À l'appel des mouvements autonomes d'immigrés, des foyers Sonacotra en grève (auxquels se sont jointes des organisations d'extrême-gauche), plusieurs milliers de manifestants ont riposté, samedi dernier, dans la rue, aux nouvelles agressions du pouvoir contre les travailleurs immigrés et pour l'abrogation des mesures Stoléru.

PC, PS et les grandes centrales syndicales considéraient que les « conditions » n'étaient pas encore réunies pour un mouvement d'envergure. Mais la manifestation a donné le coup d'envoi à une campagne de longue haleine pour mettre en échec les mesures Stoléru.

Il faut maintenant développer les actions unitaires les plus larges possibles.

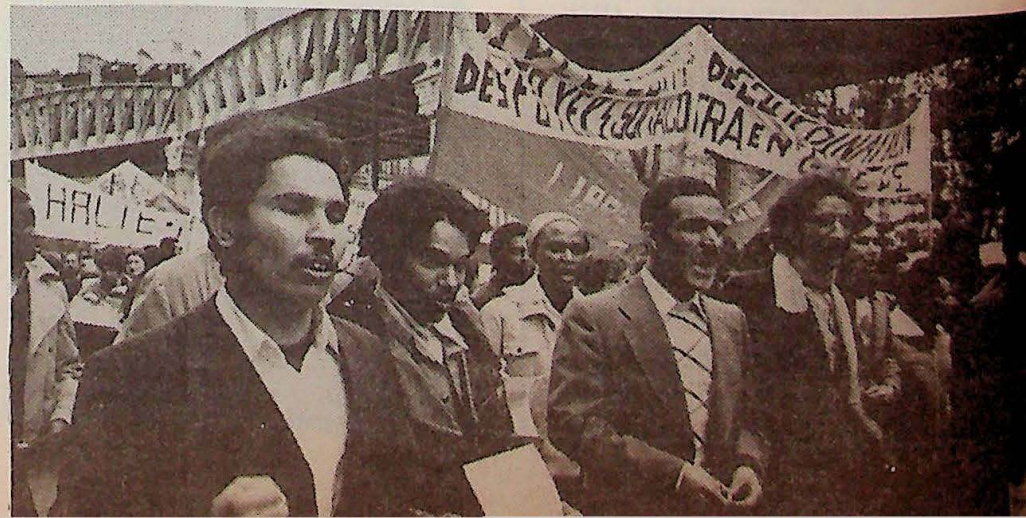


Photo D. Maillec



Photo Roger Viollet

le mal landais

La belle forêt des Landes peuplée d'arbres aux flancs ouverts d'où sort la « gemme », la belle forêt fière de Mimizan et d'Arengosse, de Beylongue et de Bélis ? Un mythe littéraire ? L'œuvre du Syndicat d'initiative en quête de touristes pour promouvoir l'habitat rural ? Oui et non. Non, car ce paysage qui paraît « aous landès » (aux Landais) ne devoir rien à l'histoire lui doit tout au contraire. Oui, car aujourd'hui, face à la « crise du bois » qui frappe la région, tout le massif forestier est menacé de désertification.

« La mer vomit des montagnes de sable qui marchent devant elles et gagnent pais ». Certes, Montaigne écrivait cela en 1580. Et depuis, c'est vrai, tout le paysage s'en est trouvé transformé, entièrement remodelé par la main de l'homme. De l'extrémité du Médoc jusqu'à l'embouchure de l'Adour, les dunes gagnaient jadis sur les terres. Et l'arrière-pays, lui, n'était qu'un immense marécage. Deux problèmes quelque peu distincts qu'affrontèrent l'ingénieur en chef Brémontier et le géologue Chambrelent.

Au moment où Nicolas Brémontier s'attelle à la tâche, il ne rencontre autour de lui qu'incrédulité. Seuls quelques propriétaires côtiers avaient jusque-là tenté d'enrayer ce fléau que constituait l'envahissement progressif de la côte par les sables. Mais sans grand succès. Le problème était ardu. Il faudra à Brémontier près de vingt-cinq ans pour obtenir des résultats tangibles.

Nous sommes en 1798. Cette année-là, devant la Société des sciences, belles lettres et arts de Bordeaux, l'ingénieur en chef Brémontier pouvait faire état du succès

remporté dans les plantations effectuées sur près de 250 hectares de dunes, de La Teste à Arcachon. Du coup, moyennant encore quelques améliorations supplémentaires — fixation, fertilisation des dunes, pare-feux perpendiculaires au rivage afin de prévenir les risques d'incendie et de permettre aux bateaux de se repérer —, la forêt landaise était née. Ou presque.

ces gemmeurs qui meurent...

En 1745, l'infante Marie-Thérèse, la fille de Philippe V, roi d'Espagne, se rend à Versailles pour y épouser son cousin Louis, le fils de Louis XV, âgé de seize ans comme elle. En passant à Captieux, cinquante échassiers viennent la saluer. Ils sont « habillés uniformément, comme ils ont coutume d'être en hyver, avec une espèce de surtout de peau de mouton fourni de sa laine, des guêtres de même et sur la tête une toque, appelée vulgairement « Barret », qui était garnie d'un cocarde de rubans de soye blanche et rouge ». Même scénario quelque cent ans plus tard, quand Napoléon III descend en gare de Labouheyre pour aller visiter dans les communes de Lûe, Labouheyre, Commensacq, Sabres, Morcenx, Onesse et Escource ses 7 000 hectares de landes.

« Lou chancayre » — l'échassier —, jouant sur son « pifre », sorte de fifre à six trous façonné avec une tige de sureau ou de

Car il restait ce qu'on appelle l'arrière-pays : plus de 700 000 hectares d'une vaste plaine inondée durant les mois d'hiver, aride pendant l'été. Dans ce *no man's land* insalubre vivait très chichement une population éparse. Et particulièrement rétrograde. Chambrelent allait en faire l'expérience. La méthode qu'il préconisait était pourtant de simple bon sens. Il suffisait d'assurer la libre évacuation, au printemps, des eaux superficielles au moyen de fossés peu profonds mais parallèles, selon la pente du terrain, de toute façon très faible dans la région. Les expériences tentées dans le domaine de Saint-Alban, dans la commune de Cestas, par ce géologue entêté, allaient avoir raison des propriétaires les plus récalcitrants. Et ce en dépit du coût de l'opération, très élevé : 25 francs par hectare en 1850 — le double du prix du terrain. L'expérience de Cestas avait porté sur 500 hectares. Cinq ans plus tard c'était 2 000 hectares qui étaient assainis et semencés. Cette fois les plus rétifs des propriétaires se rendaient à l'évidence et Saint-Alban devenait littéralement un lieu de pèlerinage.

L'histoire proprement dite de la forêt landaise commence. Ce n'est déjà plus une expérience de laboratoire. En 1855, l'empereur Napoléon III effectue un voyage dans les Landes. Deux ans plus tard, il acquiert personnellement plus de 7 000 hectares de terres en friche. En 1859, le domaine de Solférino est né, en souvenir de la victoire remportée en Italie. En vingt ans, les Landes devenaient le marécage le plus riche de France. Il était temps, car la France avait plus besoin que jamais de résineux : la guerre de sécession aux Etats-Unis venait d'en faire monter considérablement les cours.

roseau, semble désormais bien appartenir à un passé révolu, tout juste ressuscité aujourd'hui par quelques groupes folkloriques locaux qu'on peut voir encore chaque année, à l'occasion des fêtes locales. Le touriste de passage y flaire quelque parfum d'exotisme désuet. Mais dans les Landes on chausse encore les « trabucs » — bas de laine sans pied, évasé pour recouvrir le sabot de bois — ; on y porte encore « lou berrét » — prononcer « lou beurett » — : le bérêt. Toute cette mythologie peut prêter à sourire, paraître d'un autre âge, ou réservée à quelques chantres locaux en quête d'un premier prix aux Jeux floraux de Toulouse. Pas si simple. Si les échassiers, eux, sont liés aux marécages qui couvraient toute la lande avant que celle-ci ne soit boisée, il est d'autres activités plus récentes. Dans la Haute-Lande, qui va de la région des étangs aux confins de l'Agenais, on est plutôt inquiet. C'est que la prospérité de la région à

reposé longtemps, de la du XIX^e siècle au début du XX^e, sur la production de gemme. La résine du pin maritime, chaque année, du début mars à la fin d'octobre, procurait aux gemmeurs — petits propriétaires ou métayers — de substantiels revenus. Ils sont aujourd'hui en voie de disparition. Qu'on en juge : au nombre de 16 000 en 1950, ils ne sont plus en 1977 que 1 200. La production de gemme était de 40 millions de litres en 1857, de 100 millions en 1900, de 178 millions en 1920, « la belle époque » du gemmage. Chaque année, invariablement, du mois de mars au mois d'octobre, « lou gemaire » avec son « *hapshot* », sorte de petite hache, ouvrait une « *carre* » (saignée permettant l'écoulement de la résine) sur le flanc du tronc : la résine était recueillie alors dans un petit pot qu'on appelle le « *crot* » dans la région. Chaque année on recueillait ainsi six ou sept « *amasses* », selon les régions, aux alentours de 1,7 litre par arbre. Mis en « *quartes* » puis en barriques, le précieux liquide était ensuite acheminé dans l'une des quelques 120 usines qui existaient il y a encore quelques vingt-cinq ans.

C'était hier. Mais aujourd'hui ? Aujourd'hui moins de 5 % des pins seulement sont gemmés : 40 000 hectares, dans un massif forestier qui en compte un million. Aussi ne cache-t-on pas son pessimisme. « *C'est mille deux-cents chômeurs en sur-sis* », dit-on ici. On cherche à comprendre. Il y a, bien sûr, la rançon du progrès et l'apparition sur le marché des résines synthétiques ; la concurrence aussi, particulièrement rude dans ce domaine. Comment faire face au dumping pratiqué par exemple par le Portugal et la Chine populaire ? Le litre de résine revient dans les Landes à un peu plus de 2,20 F ; nos industriels peuvent l'acquérir auprès des Chinois et des Portugais au prix de 1,47 F. Quand on sait que la France, exportatrice de produits résineux avant la Seconde Guerre mondiale, doit aujourd'hui importer les quatre cinquièmes de sa consommation, on comprend qu'ici on ait tendance à montrer du doigt les pouvoirs publics. Non sans quelques solides raisons d'ailleurs. Car, non seulement le gouvernement n'a rien fait pour enrayer le processus mais il l'a, de surcroît, accéléré : depuis le 1^{er} juillet 1976, les produits résineux sont exempts de droits douaniers. Dès lors, ce ne sont pas seulement les gemmeurs dont l'emploi est menacé, mais toute une kyrielle d'activités périphériques, dont les usines de distillation ne sont qu'un exemple.

De toute évidence, le temps n'est plus où on réglait ses gemmes à chaque Toussaint. On a bien essayé, en 1974, de créer un centre d'apprentissage, à Cadans, afin de susciter des vocations. Un an après, le CET fermait ses portes. La centaine de jeunes qu'il avait attiré pouvait-elle d'ailleurs vraiment être un remède ? Autre tentative, d'une autre nature, mais tout aussi vouée à l'échec : le soutien des cours décidé en 1968, par le gouvernement, par l'intermédiaire du FORMA (Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles). Les responsables de cet organisme ont tôt fait de s'apercevoir qu'il ne leur était plus possible de garantir un prix minimum de la gemme. La surenchère pratiquée par les pays exportateurs a vite eu raison d'une politique dont

on s'accorde à dire dans la région qu'à tout le moins elle manque de cohérence. La politique des pouvoirs publics a un double défaut : non seulement elle a entretenu chez les gemmeurs l'espoir qu'une solution serait trouvée à terme, mais, dans le même temps, elle a tout fait pour accélérer le démantèlement de la profession. C'est cette duplicité que les responsables de la SICASSO (Société d'intérêt collectif agricole du syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest) reprochent au gouvernement. Cette société a d'ailleurs déposé son bilan en 1976. Le problème demeure entier. Car, d'un côté, les capacités de production de gemme suffiraient à répondre aux besoins nationaux, de l'autre on importe et on développe les produits de synthèse (White spirit). Et puis il y a ce qui

n'entre jamais dans les calculs, statistiques, les estimations, les rapports officiels. Si la forêt se dépeuple de ses gemmeurs — et elle se dépeuple (1) —, c'est tout son entretien qui est remis en cause. Non seulement le dépeuplement (éclaircissement) mais peut-être surtout ce « *gardiennage* » permanent qui la mettait jusqu'ici à l'abri des incendies fréquents et parfois dramatiques que connaît la région. C'est du moins ce qu'affirment les gemmeurs, et que réfutent les sylviculteurs pour qui le gemmage est du folklore et le gemmeur un idéaliste qui mène un combat perdu depuis longtemps. Quelle de corporations dont les intérêts divergent ? Sans doute. Leurs difficultés communes devraient les rapprocher. Car, du côté des sylviculteurs, rien ne va plus non plus.



Photo Roger Viollet

L'OPA Saint-Gobain sur la forêt

« La forêt est une richesse nationale, personne n'en doute. Et, cependant, nous dont l'économie est presque exclusivement tournée vers la forêt, avons de plus en plus l'impression de nous acheminer vers une sorte de misère régionale. » Duroure, député socialiste de la circonscription de Mont-de-Marsan, chargé des problèmes de la forêt au PS, ne cache pas son inquiétude.

La forêt landaise vit tout de même un cruel paradoxe. Alors qu'elle déverse chaque année sur le marché 4 200 000 m³ de bois environ — la production nationale est de 14 millions —, seule une partie infime des propriétaires vivent aujourd'hui des revenus de leur forêt. Il est vrai que ces 1 % possèdent 32 % de la surface totale du massif. Mais là encore les choses ne sont pas si simples. Car les sylviculteurs ne sont plus ce qu'ils étaient. Il n'y a pas longtemps il suffisait de posséder et puis d'attendre. Au gré des besoins, on coupait çà et là, quand on mariait sa fille, pour constituer une dot, ou tout simplement pour vivre. L'entretien s'avérait peu coûteux. Le gemmeur n'était-il

pas omniprésent dans la forêt et ne signalait-il pas — quant il ne le faisait pas lui-même —, telle ou telle opération de défrichage à effectuer ? Bref, les pins poussaient tout seuls. Des générations entières ont vécu ainsi de ce capital qui dormait au soleil.

Temps révolu ! Maintenant, la forêt coûte cher. Des chiffres ? Rien qu'en frais de culture il faut compter 2 500 F par hectare. A quoi il faut ajouter 1 200 F pour les semis. Plus le travail, l'attention qu'une telle intensification de la culture des pins entraîne. Bien sûr, tous les sylviculteurs n'ont pas les moyens de valoriser ainsi leurs parcelles. Ils sont même peu nombreux. Mais une chose est sûre : même si l'augmentation du prix du bois a été une aubaine (au cours de l'année 73 il a doublé, passant de 80 F à 160 F le m³), cela n'a pas suffi à dissiper le malaise.

D'autant que les Landais ne sont plus seuls. Le « *pignada* » est victime d'une OPA. Saint-Gobain, qui possède les usines de pâte à papier de Fature, Bègles, Tartas et

Roquefort, ne se contente plus d'acheter le bois dont il a besoin. Le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (SGPM), évidemment le plus gros consommateur de la région, prend en charge la gestion de la forêt — précisément celle dont les quelques milliers de petits propriétaires ne peuvent pas financièrement assurer l'entretien. « Si la situation de monopole se poursuit et se renforce, explique Duroure, Saint-Gobain sera en situation de dominer totalement notre économie locale. » La Cellulose du Pin, filiale de la SGPM, possède en effet à elle seule un peu plus de 20 000 hectares et contrôle la production d'une centaine de milliers d'autres hectares. Mais la SGPM possède d'autres filiales : les Bois déroulés Océan (usines de Labouheyre et Arengosse), la Centrale forestière, la Forestière de la Saussouze, la Forestière du Sud-Ouest... Le Parti communiste en a fait un inventaire exhaustif. Dans la querelle qui l'oppose au Parti socialiste il réclame la nationalisation du groupe SGPM dans son entier. Jean Lespiau, secrétaire fédéral de la Fédération des Landes du PCF, ancien ouvrier du bois, est formel : « Si la nouvelle position du Parti socialiste prévalait dans le Programme commun, il n'y aurait pas de nationalisation de la Cellulose du Pin, même si 58,4 % des actions devenaient propriété d'Etat ».

France - Canada

Du côté des papetiers, on invoque la cherté du bois.

La tonne de bois landais, rendu usine, valait 750 F en 1976.

La tonne de bois canadien revenait à



Photo Roger Violet

530 F, inclus les 200 F correspondants au coût du transport.

Michel Besson, directeur général de la Cellulose du Pin, premier groupe papetier français, a son franc parler : à l'évidence, pense-t-il, on sera conduit à des coupes sombres. Les raisons ? Le déficit qui s'accumule. Durant les six premiers mois de 1976, les quatre usines réunies ont totalisé un déficit de 20 millions de nouveaux francs. A l'exception de Facture qui est bénéficiaire. Il est vrai que cette dernière est une des plus

modernes d'Europe. Du coup, on fait marche arrière. Dans une industrie comme celle-là, où les investissements doivent être importants — environ 15 % du chiffre d'affaires —, il faut gagner beaucoup, beaucoup d'argent. Les contraintes sont telles, pense-t-on à la Cellulose, qu'il faudra pour ce faire licencier et augmenter les cadences. La solution n'a pas le mérite de l'originalité.

La CGT, qui a animé plusieurs grèves, rétorque en gros : « La Cellulose du Pin n'a pas d'argent pour investir sur place mais en trouve pour investir au Canada par exemple. » Elle n'a pas tort. Tant que les affaires dans les Landes ont été juteuses, la prospérité de la région se confondait avec les intérêts bien compris de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. Dans une région privée douloureusement de toute industrialisation, les papeteries offraient l'avantage d'absorber une main-d'œuvre qui, sans cela, aurait dû s'expatrier. A Roquefort, comme ailleurs dans les autres usines, on entraînait « à la papète » comme autrefois on entraînait en religion. Or, l'usine de Roquefort va fermer ses portes. « La décision, en réalité, est prise depuis 1970 », affirme le député socialiste Duroure. Quelques chômeurs de plus à l'horizon 78.

José SANCHEZ ■

(1) Sur la démographie de l'Aquitaine, on consultera le n°1 d'Economie et Humanisme (n° 230, juillet-août 76, 99, quai de Clemenceau, 69300 Caluire) consacré à l'Aquitaine. Dans le seul département des Landes, on observe une hémorragie démographique très inquiétante. La Haute-lande compte, pour une superficie de 400 000 hectares, 33 000 h. Entre le recensement de 1968 et de 1975, la densité de la population est passée de 8,4 h/Km² à 7,5 h/Km² : le seuil de désertification est de 20 h/Km².

écologie 78 : la partie de poker

Au cours de leur assemblée générale du dernier week-end, les délégués régionaux d'Ecologie 78 réunis à Paris pour faire le point sur leur courte existence et pour commencer à préparer les législatives, sont allés jusqu'au bout de la logique qui les anime : ils sont bien *politiques*, mais farouchement en dehors des partis. Le refus est unanime, même s'il recouvre de sérieux désaccords. D'un côté les écologistes purs et durs qui se sentent propriétaires de l'écologie et ceux que j'appellerais les écolocentristes aux motivations moins claires ; et de l'autre côté le réseau des *Amis de la Terre*. Ces derniers ont réaffirmé eux aussi leur rejet du parti politique au niveau national, fut-il baptisé Front autogestionnaire, mais ils avaient proposé que localement des accords puissent se conclure avec le PSU et tous les mouvements avec lesquels une « convergence est constatée ». Ils proposaient également qu'Ecologie 78 ne présente personne là où des candidats, sans être écologistes, s'engageaient à prendre en compte les cinq points suivants : réduction de l'écart entre pays développés et pays sous-développés ; lutte contre la disparition des ressources biologiques, réduction de la consommation des énergies non renouvelables ; arrêt du gaspillage du travail humain ; lutte contre l'asservissement des individus, des communautés et des régions.

Le rejet de la perspective de ces accords locaux a entraîné le départ de Brice Lalonde du bureau des porte-parole ainsi que la « mise en réserve » de nombreux groupes d'Amis de la Terre. Il n'y a peut-être pas « rupture » à proprement parler, mais la fissure apparue est d'importance et pourrait s'agrandir dans les semaines à venir.

Ce qui est au moins aussi grave, c'est que les travaux d'Ecologie 78 ont été marqués par une consternante absence de

débat véritablement politique. Les discussions ont surtout porté sur des questions de procédure, sur ce que les candidats « n'auraient pas le droit de dire ou de faire ».

Ce n'est finalement pas le durcissement de la position des écologistes à l'égard de la gauche et de l'extrême gauche qui pose le plus de problème : elle était prévisible. Ce qu'un de leur porte-parole appelle « un coup de poker » est après tout la seule affaire des écologistes qui auront seuls à répondre, peut-être, des conséquences de leur décision. Mais, par contre, l'absence d'approfondissement de leur plate-forme électorale, l'infantilisme de certaines réactions ou prises de position est plus inquiétante. On souhaiterait plus de maturité politique, donc plus de puissance de conviction, à un regroupement qui affirme parfois représenter de 8 à 10 % des voix. Un bien lourd fardeau pour de bien fragiles épaules.

Il est donc dommage qu'Ecologie 78 se soit privé de quelques éléments qui lui apportent une réflexion approfondie, une vision globale de ce que sont les écologistes dans le champ politique de 1978. D'autant plus qu'à cette fâcheuse évolution il faut ajouter la pression des « écolocentristes » de SOS-Environnement qui rôdent autour d'Ecologie 78. Avec l'intention à peine dissimulée de se servir de la qualité, de la force, de l'authenticité militante de la plupart des groupes représentés à Ecologie 78, pour faire oublier que leur mouvement n'est guère autre chose qu'un rassemblement de « nouveaux » notables décidés à devenir une force politicienne.

La suite en janvier à Nantes, à moins qu'une réunion extraordinaire ne vienne changer quelques données en décembre.

C.-M. V. ■

Michel Foucault : la sécurité et l'Etat

Tribune socialiste : Comment expliquer la facilité avec laquelle le gouvernement français a réussi à expulser Croissant ? Et comment expliquer la façon dont les forces de gauche en France se sont détournées de l'affaire Croissant, ont laissé le gouvernement agir à sa guise ?

Michel FOUCAULT : Difficile de faire la critique ou l'autocritique de la gauche. Une chose est certaine : la partie était gagnable mais elle n'a pas été gagnée. L'un des obstacles que l'on a rencontré a été bien entendu le problème du terrorisme, qui, quoi qu'on en ait dit, était au centre non de l'affaire Croissant sous son aspect juridique, mais des attitudes et des réactions que les gens avaient à propos de Croissant. Il est certain que chaque option prise s'est prise d'une part au niveau apparent — celui du cas Croissant —, d'autre part au niveau d'un registre plus secret : celui du choix qu'on effectuait quant au terrorisme.

TS : Précisément, il semble que la gauche n'a pas su éviter le piège de l'amalgame entre l'affaire Croissant, réduite à son aspect juridique, et le terrorisme.

M.F. : Tout parti politique étant candidat au gouvernement d'un Etat ne peut pas ne pas condamner le terrorisme, qui est par définition la lutte anti-étatique, la lutte violente contre l'Etat. Le fait que l'opinion publique se reconnaît difficilement dans toute une série d'actes de terrorisme intervient aussi. Mais à partir du moment où il peut s'ancrer dans un mouvement national, un terrorisme est jusqu'à un certain point accepté.

TS : Parce qu'il est moralement justifié ?

M.F. : Il est moralement justifié. Les « mouvements révolutionnaires » ne réussissent et ne prennent leur plein effet historique que dans la mesure où ils sont liés à des mouvements nationalistes; cette loi fait du nationalisme la condition d'une dynamique historique de masse au XX^e siècle ; elle vaut pour le terrorisme, comme pour toute autre forme d'action. Les partis communistes n'ont pu avoir une action historique — partout où ils l'ont eue — que dans la mesure où ils ont repris tout ou

partie des revendications nationalistes. Lorsqu'il se donne comme expression d'une nationalité qui n'a encore ni indépendance ni structures étatiques et revendique pour les obtenir, le terrorisme est finalement accepté. Terrorisme juif avant la création de l'Etat d'Israël, terrorisme palestinien, terrorisme irlandais aussi : même si on peut être très hostile à tel ou tel type d'action, le principe même de ce terrorisme n'est pas fondamentalement récusé. En revanche, ce qui est fondamentalement récusé, c'est un mouvement de terrorisme où l'on dit, au nom de la classe, au nom d'un groupe politique, au nom d'une avant-garde, au nom d'un groupe marginal : « *je me lève, je pose une bombe et je menace de tuer quelqu'un pour obtenir tel ou tel truc* ». Ça, ça ne marche pas. Je ne dis pas qu'on a tort ou raison. Je décris ce qui se passe.

TS : Parler de ce grand fait du nationalisme comme condition d'une dynamique historique de masse au XX^e siècle, cela veut dire que les puissances occidentales disposent d'une très grande marge de manœuvre pour réduire tout mouvement de contestation ou tout mouvement populaire, dont la densité la ferait probablement déboucher sur une lutte violente ?

M.F. : Oui. Regarde ce qui se passe au niveau de l'Europe — les trois tranches de l'Europe : l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est sous contrôle soviétique, et l'Union soviétique. A l'extrême Ouest et à l'extrême Est, le refus de la société, le refus du régime politique, ne peut pas s'articuler, sauf en quelques points locaux (Irlande, Catalogne...), sur des revendications nationales. Prends l'Union soviétique : là, les revendications nationales sont relativement locales (c'est l'Ukraine, par exemple); mais le dissident soviétique n'est réellement appuyé largement que s'il peut s'ancrer dans un mouvement national. Sinon il apparaît comme l'intellectuel insatisfait, comme le *drop-out*, l'exclu de la société.

En revanche, prends l'Europe de l'Est, c'est-à-dire ce centre européen sous contrôle soviétique, où jouent des phénomènes de dissidence, de refus de la société, du régime, des structures politiques et économiques ; ce rejet se branche beaucoup

plus facilement sur un antisoviétisme qui a lui-même une racine dans l'aspiration à l'indépendance nationale. En Pologne ou en Tchécoslovaquie, ces phénomènes ont beaucoup joué, le nationalisme servant de milieu conducteur en quelque sorte pour la dissidence. Quand il n'y a pas ce milieu conducteur, ces phénomènes de dissidence n'ont pas le même écho.

TS : Tu as dit dans « *le Matin* » : « *désormais la sécurité est au-dessus des lois* »; le terme de « *sécurité* » pose problème. De la sécurité de qui s'agit-il ? Et où, selon toi, se situe la frontière entre la contestation admise et de la contestation interdite ? La frontière d'un nouveau type de totalitarisme ?

M.F. : Le totalitarisme a désigné pendant longtemps des régimes précis de type fasciste ou stalinien. Ce n'est pas à ce type de résurrection qu'on assiste. Il n'y a jamais de résurrections dans l'histoire de toutes façons ; Mieux : toute analyse qui consiste à vouloir produire un effet politique ressuscitant de vieux spectres est vouée à l'échec. C'est parce qu'on n'est pas capable d'analyser une chose qu'on cherche à ressusciter le spectre d'un retour.

Que se passe-t-il donc aujourd'hui ? Le rapport d'un Etat à la population se fait essentiellement sous la forme de ce qu'on pourrait appeler « le pacte de sécurité ». Autrefois l'Etat pouvait dire : « *je vais vous donner un territoire, ou je vous garantis que vous allez pouvoir vivre en paix dans vos frontières* ». C'était le pacte territorial, et la garantie des frontières était la grande fonction de l'Etat. Aujourd'hui le problème frontalier ne se pose guère. Ce que l'Etat propose comme pacte à la population, c'est : « *vous serez garantis* ». Garantis contre tout ce qui peut être incertitude, accident, dommage, risque. Vous êtes malade ? Vous aurez la Sécurité sociale ! Vous n'avez pas de travail ? Vous aurez une allocation de chômage ! Il y a un raz-de-marée ? On créera un fond de solidarité ! Il y a des délinquants ? On va vous assurer leur redressement, une bonne surveillance policière !

Il est certain que ce « pacte de sécurité » ne peut pas être de même type que le système de légalité par lequel, autrefois, un Etat pouvait dire : « *Ecoutez, voilà, vous serez puni si vous faites telle chose, et vous ne serez pas punis si vous ne le faites pas* ». L'Etat qui garantit la sécurité est un Etat qui est obligé d'intervenir, dans tous les cas où la trame de la vie quotidienne est trouée par un événement singulier, exceptionnel. Du coup, la loi n'est plus adaptée ; du coup il faut bien ces espèces d'interventions, dont le caractère exceptionnel, extra-légal, ne devra pas paraître du tout comme signe de l'arbitraire et d'un excès de pouvoir, mais au contraire d'une sollicitude : « *Regardez comme nous sommes prêts à vous protéger, puisque, dès que quelque chose d'extraordinaire arrive, évidemment sans tenir compte de ces vieilles habitudes que sont les lois ou les jurisprudences, nous allons intervenir* »

avec tous les moyens qu'il faut ». Ce côté « sollicitude omniprésente », c'est l'aspect sous lequel l'Etat se présente. C'est cette modalité-là de pouvoir qui se développe.

Ce qui choque absolument dans le terrorisme, ce qui suscite la colère réelle et non pas feinte du gouvernant, c'est que précisément le terrorisme l'attaque sur le plan où justement il a affirmé la possibilité de garantir aux gens que rien ne leur arrivera. On n'est plus dans l'ordre des « accidents » qui sont couverts par cette *société assurantielle* ; on se trouve en présence d'une action politique qui *insécure* non seulement la vie des individus, mais le rapport des individus à toutes les institutions qui jusqu'alors les protégeaient. D'où l'angoisse provoquée par

variés, à la limite déviants, antagonistes même les uns avec les autres ; à condition c'est vrai que ceux-ci se trouvent dans une certaine enveloppe qui éliminera des choses, des gens, des comportements considérés comme accidentels et dangereux. Cette délimitation de l'*accident dangereux* appartient effectivement au pouvoir. Mais dans cette enveloppe, il y a une marge de manœuvre et un pluralisme toléré infiniment plus grand que dans les totalitarismes. C'est un pouvoir plus habile, plus subtil que celui du totalitarisme.

Que la désignation du danger soit l'effet d'un pouvoir n'autorise pas à parler d'un pouvoir de type totalitaire. C'est un pouvoir de type nouveau. Le problème n'est pas de

contestation, ne convient plus. Ces héritages-là sont maintenant monnaie de singe.

Il faut d'ailleurs faire confiance à la conscience politique des gens. Quand tu leur dis : « Vous êtes dans un Etat fasciste, et vous ne le savez pas », les gens savent qu'on leur ment. Quand on leur dit : « Jamais les libertés n'ont été plus limitées et menacées qu'aujourd'hui », les gens savent que ce n'est pas vrai. Quand on dit aux gens : « les nouveaux Hitler sont en train de naître sans que vous vous en aperceviez », ils savent que c'est faux. En revanche, si on leur parle de leur expérience réelle, de ce rapport inquiet, anxieux, qu'ils ont avec les mécanismes de sécurité — qu'est-ce que draine avec soi par exemple une société entièrement médicalisée ? Qu'est-ce que draine, comme effet de pouvoir, des mécanismes de Sécurité sociale qui vont vous surveiller de jour en jour ? — alors là, ils sentent très bien, ils savent que ce n'est pas du fascisme mais quelque chose de nouveau.

TS : Quelque chose qui les lie ?

M.F. : Quelque chose qui les lie. Il me semble que ce qui est à faire...

TS : C'est mettre à jour leurs espèces de nouveaux besoins, ces nouvelles revendications qui naissent de leur refus des nouvelles contraintes qui sont le prix de la sécurité...

M.F. : C'est ça. C'est mettre au jour le point par où les gens décollent tout de même par rapport à ce système de sécurité et ne veulent pas en payer le prix. Et il faut en effet qu'ils ne le paient pas. Qu'on ne les abuse pas en disant que c'est le prix nécessaire.

TS : Mais alors l'avantage que tire le « pouvoir » de ce nouveau système, et en même temps de ce camouflage des contraintes qui découlent de ce besoin de sécurité, c'est finalement la perpétuation de son pouvoir dans la mesure où, comme tu l'as dit, les formes de contestation même étant possibles, le système étant plus souple, il reçoit mieux les coups, et les pare plus facilement ?

M.F. : On peut effectivement dire ça. Il est certain que le mouvement de développement des Etats n'est pas dans leur rigidification de plus en plus grande, mais au contraire dans leur souplesse, dans leur possibilité d'avancée et de recul, dans leur élasticité ; une élasticité des structures d'Etat qui permet même, dans certains points, ce qui peut apparaître comme des reculs d'appareil d'Etat : l'atomisation des unités de production, une plus grande autonomie régionale, toutes choses qui paraissaient absolument à contre-pied du développement de l'Etat.

Propos recueillis par René LEFORT ■

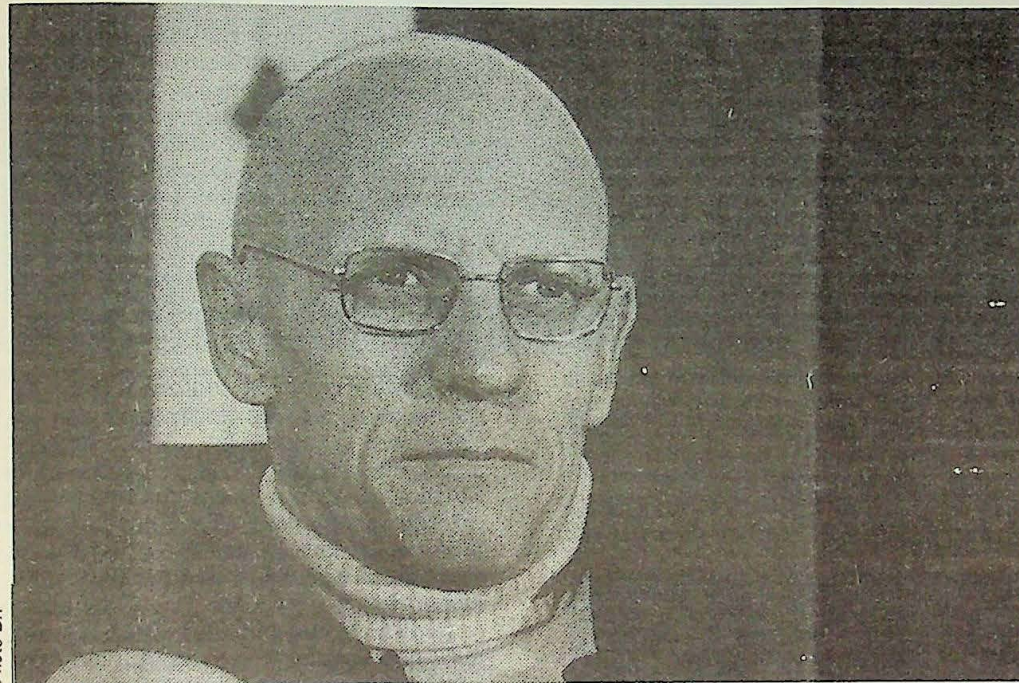


Photo DR

le terrorisme. Angoisse chez les gouvernants. Angoisse aussi chez les gens qui accordent leur adhésion à l'Etat, acceptent tout, les impôts, la hiérarchie, l'obéissance, parce que l'Etat protège et garantit contre l'insécurité.

TS : C'est le donnant-donnant. N'est-ce pas quand même un système totalitaire, dans la mesure où il permet au pouvoir de désigner un groupe social ou un comportement comme étant dangereux pour l'ensemble de la population ? Il laisse donc entre les mains du pouvoir la possibilité de désigner à la vindicte populaire tel ou tel comportement ou tel ou tel groupe social.

M.F. : La vocation de l'Etat c'est d'être totalitaire, c'est-à-dire finalement de faire un contrôle précis de tout. Mais je pense tout de même qu'un Etat totalitaire au sens strict est un Etat dans lequel les partis politiques, les appareils d'Etat, les systèmes institutionnels, l'idéologie, font corps en une espèce d'unité qui est contrôlée de haut en bas, sans fissures, sans lacunes et sans déviations possibles. C'est la superposition de tous les appareils de contrôle en une seule et même pyramide, et le monolithisme des idéologies, des discours et des comportements.

Les sociétés « de sécurité » qui sont en train de se mettre en place tolèrent, elles, toute une série de comportements différents,

recoder les phénomènes actuels avec des vieux concepts historiques. Il faut désigner, dans ce qui se passe actuellement, ce qu'il y a de spécifique, s'adresser à cette spécificité et lutter contre elle, en essayant de l'analyser et de lui trouver les mots et les descriptions qui lui conviennent.

TS : Tu dis « lutter contre elle » ; cette lutte est très difficile dans la mesure où ce besoin de sécurité semble être massivement admis ; dans la mesure où l'Etat peut donc, aux yeux de la population, justifier son action, justifier la répression qu'il impose à certains comportements dès lors qu'ils lui paraissent contrevenir à cette règle de sécurité admise par tous. Quel champ de réflexion et d'action ce nouveau type de pouvoir ouvre-t-il aux forces de gauche ?

M.F. : C'est là qu'il faut faire un sacré effort de réélaboration. Les vieux schémas de lutte qui avaient permis, depuis le 19^e siècle, de lutter contre les nationalismes et leurs effets oppressifs, de lutter contre l'impérialisme, autre versant et autre forme du nationalisme, de lutter contre les fascismes, ces vieux schémas sont caduques. Il faut essayer de faire comprendre aux gens que ce rabattement sur les vieilles valeurs politiques, les vieilles valeurs assurées, la vieille rente Pinay de la pensée politique, de la

Hélène Chatelain et Marie-Joseph Sina sont inculpés de recel de malfaiteur et risquent à ce titre de se voir infliger des peines pouvant aller de six mois à deux ans de prison. Le malfaiteur ? Klaus Croissant. Or, la chambre d'accusation française a rejeté, dans ses arrêts, une telle hypothèse. Peut-être n'est-il pas encore trop tard, cette fois-ci, pour s'associer à la défense de ceux qui ont cru devoir héberger Croissant.

Jérusalem : le poker de Sadate

L'initiative historique du Raïs El Sadate parviendra-t-elle à éviter une nouvelle guerre ? L'Égypte a besoin de la paix mais les Palestiniens sont toujours en quête d'une patrie volée

La venue officielle de Sadate en Israël est sans conteste un événement politique hors du commun. C'est événement, non seulement par sa portée, mais aussi par la façon même dont les mass media ont fonctionné pour le mettre en relief et aussi pour lui donner un certain sens. Si bien qu'aujourd'hui il est encore difficile de faire la part de ce qui relève de la manipulation et de ce qui est fait nouveau et irréversible.

Israël et l'Égypte appartiennent aujourd'hui tous les deux à l'ensemble impérialiste américain. Mais le discours de Sadate et la réponse de Begin reflètent des divergences stratégiques.

Le statut politique d'Israël et celui de l'Égypte appartiennent à deux époques différentes de l'impérialisme.

D'un côté Israël maintient dans une situation de type colonial un peuple arabe, en particulier en Cisjordanie et à Gaza, en même temps qu'il réduit à l'état de réfugiés ceux qui ont été obligés de quitter leur terre ; de l'autre l'Égypte actuelle qui est le produit d'une indépendance politique acquise contre le colonialisme franco-anglais allié à Israël, même si aujourd'hui elle lie son sort à l'impérialisme américain.

Pour rester au pouvoir la bourgeoisie égyptienne a intérêt à réduire les potenti-

tés révolutionnaires de la résistance palestinienne dont l'existence cristallise les sentiments anti-impérialistes dans la région. Or cette « réduction » est très difficile en raison même du sentiment populaire arabe tant que n'est pas satisfaite la revendication d'indépendance des Palestiniens, revendication d'autant mieux soutenue que l'appartenance des Palestiniens au même ensemble culturel est un fait profondément enraciné et ressenti dans les masses arabes, de tous les pays, et donc aussi en Égypte.

Des relais

D'un côté, la logique sioniste fondée sur la mobilisation permanente de la diaspora juive dans le monde pour le soutien inconditionnel à Israël aboutit à la poursuite d'une politique expansionniste niant toute réalité au peuple palestinien. De l'autre, la nécessité pour la bourgeoisie égyptienne de tenir compte de l'existence du peuple palestinien l'amène à une opposition avec la politique actuelle du pouvoir israélien qui occupe en outre une partie de son propre territoire.

C'est dans ce double contexte interne que se situent les rapports de ces pays avec les États-Unis. Aujourd'hui, l'impérialisme américain, qui accorde au contrôle de la situation au Moyen-Orient une importance stratégique centrale, préfère à une intervention directe dans la région l'utilisation de relais de certains régimes dépendants pour mieux parvenir à ses fins.

De fait, au Moyen-Orient, Israël reste un allié privilégié — et il suffit pour s'en convaincre de voir l'interprétation qu'a donné la Maison Blanche de la déclaration soviéto-américaine sur le Proche-Orient. Cependant, inquiet pour ses intérêts dans le monde arabe, l'impérialisme US tente de faire pression sur Begin pour l'amener à une attitude « plus raisonnable » ; le lobby sioniste aux États-Unis l'en a concrètement empêché jusque-là. C'est ce qui amène les États-Unis à accorder sans cesse plus d'importance à d'autres relais choisis dans le monde arabe, en particulier à l'Égypte, principal pays du « front ».

Il est alors probable que Sadate a été pour le moins encouragé à se lancer dans l'arène israélienne.

Sadate : trois objectifs

Cela dit, Sadate paraît avoir recherché trois objectifs :

- d'abord, il a reconnu l'Israël actuel avec l'ensemble de ses caractéristiques : fait national israélien, *ce qui est positif*, mais aussi État sioniste et configuration territoriale de 1967 ; et, de ce point de vue, il prend une initiative unilatérale ambiguë. En se substituant aux Palestiniens, il affaiblit leur capacité à remettre en cause la politique colonialiste menée contre eux par l'État d'Israël.

- d'autre part, il a tenté une opération diplomatique éclair pour régler pacifiquement le conflit israélo-palestinien par un

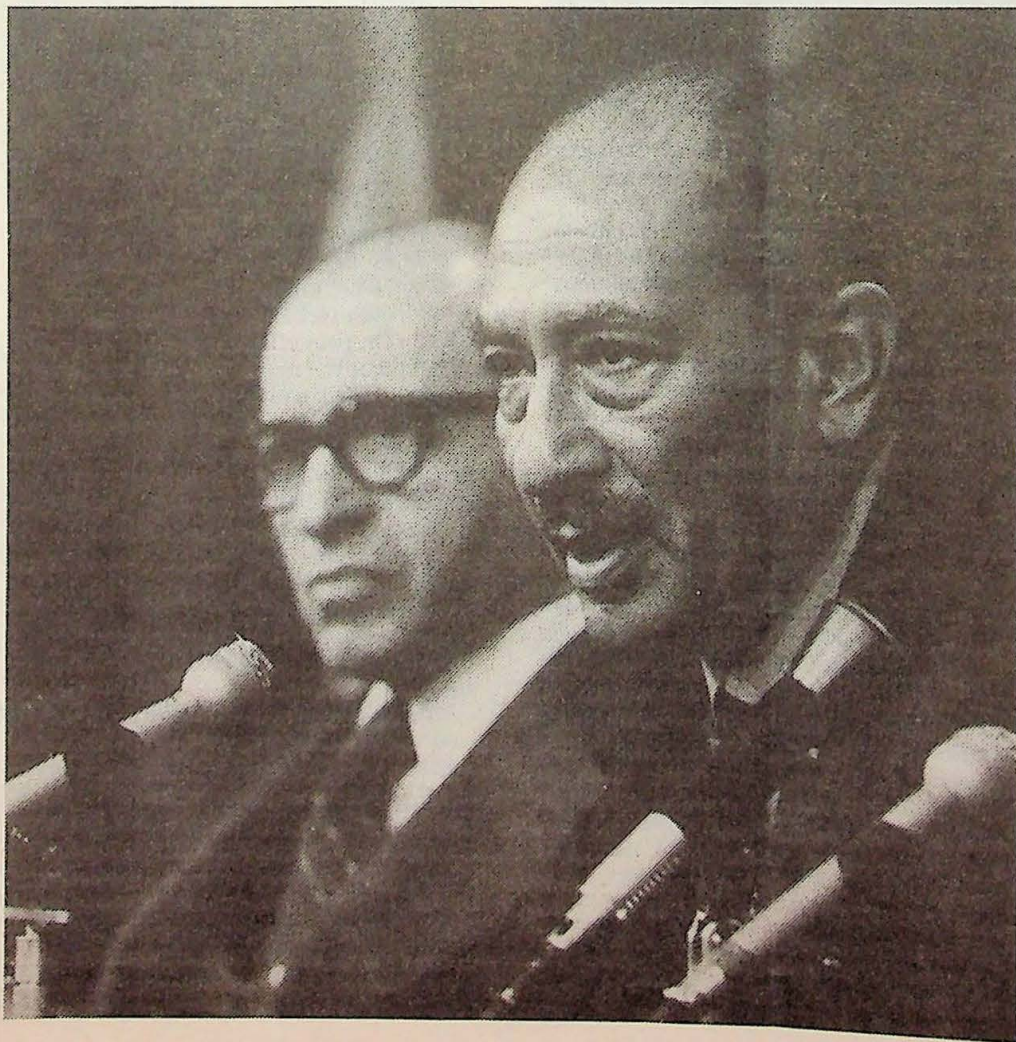


Photo DR



Manifestation palestinienne devant la mosquée Alaqa

Photo DR

accord égypto-israélien comportant, en guise de première étape, un accord sur une représentation minimale des Palestiniens à Genève ;

● enfin il a aussi renvoyé clairement la balle à Israël pour bien montrer la responsabilité de ce pays dans le refus d'un compromis honorable. En ce sens il a pour un temps gelé toute tentative de guerre-éclair.

Le sionisme contre Israël

La réponse de Begin contient en réalité quatre refus :

● celui de l'autodétermination du peuple palestinien, de la libération des territoires occupés, de la création d'un Etat palestinien indépendant, de l'OLP comme représentant légitime du peuple palestinien. Campant ainsi sur des positions sionistes fanatiques, Begin croit-il ainsi sauver et protéger Israël ? La poursuite des conquêtes et de la colonisation développe la prise de conscience nationale palestinienne créant ainsi les conditions d'une lutte de masse accrue comme en Cisjordanie, non seulement du peuple palestinien mais aussi des forces populaires arabes dans son sillage. En même temps, la politique sioniste entraîne une détérioration accélérée des régimes arabes conservateurs incapables de répondre aux aspirations populaires et d'offrir une alternative qui imposerait à Israël des conditions satisfaisantes pour le peuple palestinien.

Une réussite psychologique

Avec le discours de Begin, tout se passe comme s'il y avait une fatalité pour l'Etat israélien à une expansion justifiée par les éternelles nécessités de la sécurité. Begin ne semble pas pouvoir rompre avec cette

fatalité qui risque d'être... fatale à la fois pour les régimes conservateurs arabes et pour le peuple israélien lui-même.

L'espoir de paix, de coexistence pacifique, entre Arabes et Israéliens qu'a suscité ce voyage — et de ce point de vue celui-ci apparaît comme une réussite psychologique aux conséquences difficiles à évaluer —, vaudrait-il devenir un facteur politique remettant en cause cette logique infernale ?

Toujours est-il que le règlement politique du conflit israélo-palestinien ne semble pas

notre époque il est difficile de brader le droit à l'autodétermination d'un peuple en lutte. Le voyage de Sadate permettra-t-il du côté israélien une réflexion salutaire dans ce sens ? C'est tout le problème.

B. R. ■

DOM-TOM : Bientôt les safaris...

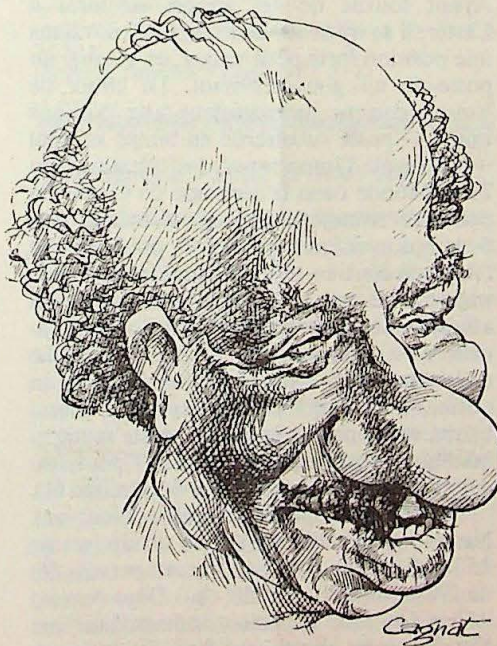
Le temps des safaris d'outre-mer approche. Objectif pour la droite, en mars : ramener la grande majorité des 17 sièges mis aux voix dans les DOM-TOM, afin de faire pencher en France une balance qui menace d'être indécise. C'est aussi pour agiter ce grelot que le collectif des chrétiens pour l'autodétermination a organisé le 19 novembre, à Paris, un colloque : « *Quel avenir demain pour les DOM-TOM ?* ».

Paul Vergès, secrétaire général du PCF, a décrit la décadence réunionnaise, et montré comment la droite des socialistes de là-bas — très en avance sur leurs camarades « métropolitains » — freine le combat pour l'autonomie dans cette île du sud de l'océan indien. Chérubin Céleste, un prêtre guadeloupéen, témoigne au combat difficile du petit peuple des coupeurs de cannes, des ouvriers bananiers, des charretiers de plantations : violence et humiliation ; résignation et rêves ; dépersonnalisation, mais recours aux « ruses » de faibles pour résister à l'assimilation imposée. Et Nidoiche Naisseline, conseiller territorial à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) a évoqué cette colonie du XIX^e siècle, où on parle encore « réserves », « indigènes », « gouverneurs », pendant que les ouvriers canaques se tuent à extraire le nickel de M. de Rostchild.

Comme les années précédentes, ce colloque donnera lieu à la publication d'un livre : après « *La traite silencieuse* » et « *Encore la France coloniale...* » (Ed. l'Harmattan), pourquoi pas : « *Les îles de la colère et de la fraude ?* »

Ph. M. ■

Collectif des chrétiens pour l'autodétermination des DOM-TOM, 176, rue de Grenelle Paris 75007.



imminent. L'intransigence de Begin contribue à renforcer les soutiens arabes aux Palestiniens. Le prix à payer qu'a proposé Sadate pour le règlement du problème palestinien est décidément très élevé. A

Afrique australe : la stratégie Carter

Carter ne veut plus être « le gendarme du monde ». Il sera donc « un flic vertueux »

Pendant les élections présidentielles, Jimmy Carter fit assez peu de déclarations sur l'engagement des Etats-Unis en Afrique. En dépit de ses attaques contre le style diplomatique de Kissinger, Carter déclara au *New-York Times*, le 23 juin 76 : « Je suis personnellement d'accord avec l'attitude récemment prise par Kissinger à l'égard de l'Afrique ». Le Sénateur Percy (républicain-Illinois), fervent supporter de la stratégie de Kissinger en Afrique australe, fit pression sur Andrew Young pour qu'il obtint l'approbation de Carter pour une solution américaine « bi-partite » au problème de la Namibie et du Zimbabwe. En fait, pendant sa fameuse rencontre avec Smith en septembre 1976, Kissinger lui présenta une lettre de Carter dans laquelle ce dernier avertissait le dirigeant rhodésien qu'il ne devait pas s'attendre à être traité différemment sous une nouvelle administration. Les membres de l'équipe Carter reconnurent que le candidat démocrate ne tenait pas à mettre en péril les chances qu'avait Kissinger d'amener Smith et certains leaders du Zimbabwe à négocier un accord. Les critiques de Carter portaient surtout sur le fait que les Etats-Unis avaient trop attendu pour agir et qu'ils avaient ainsi « tristement négligé » l'Afrique.

Dans une interview à l'*Africa Report*, journal de « l'establishment » qui est lié étroitement aux hautes sphères du gouvernement des Etats-Unis, Carter révéla que l'Afrique figurerait de façon bien plus

Que propose Carter...

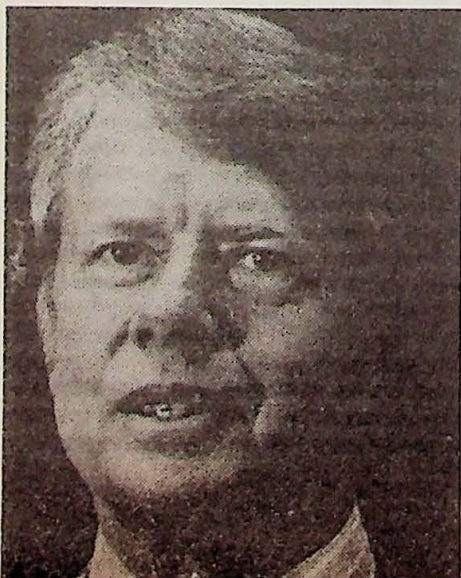


Photo DR

importante dans les priorités de sa politique étrangère. Il alla jusqu'à dire : « Bon nombre de nos problèmes intérieurs et internationaux seront déterminés par l'orientation de notre politique en Afrique ». Tout en poursuivant une « politique de diplomatie agressive », Carter incitait à suivre une politique équitable sur les droits de l'homme, qui condamnerait toute injustice dans les états africains avec le même zèle qu'en Afrique australe. [...]

« Le nègre de la Maison Blanche »

Andrew Young joue un rôle particulier pour ce qui est de l'élaboration de la politique africaine de l'administration Carter. Durant ces dernières années, Young a été l'allié le plus important de Carter au sein de la communauté noire. Lors des élections de 1976, les 92 % de voix noires en faveur de Carter, gagnées grâce à Young, ont représenté un poids décisif dans son succès. Ayant fourni un tel apport électoral à Carter, il se trouvait, de toute évidence dans une position forte pour exiger, en retour, un poste-clé au gouvernement. Le choix de Young comme ambassadeur aux Nations unies — poste subalterne en temps normal —, a révélé l'importance des questions du Tiers Monde dans la stratégie de Carter en politique étrangère. Young lui-même, peu de temps avant sa nomination, prédisait que l'Afrique était en train de prendre la même importance que le Moyen Orient pour les affaires intérieures américaines. La nomination d'un homme qui a été un proche collaborateur de Martin Luther King, et en outre, se montre fortement épris de libéralisme, est apparu comme un geste tactique intelligent pour regagner le terrain perdu au cours de la période Kissinger-Moynihan (1).

Pour la première fois, l'ambassadeur aux Nations unies s'est vu alloué un budget de 250 000 dollars pour son bureau permanent de Washington, installé au Département d'Etat. Quoique ce poste d'ambassadeur aux Nations unies ait souvent forcé les hommes politiques à une sorte de semi-retraite, Young a déclaré : « Je n'ai nullement l'intention d'être le nègre de la Maison Blanche ». En plusieurs occasions, il a affirmé qu'il n'avait accepté cette responsabilité que dans la mesure où il ne servirait pas uniquement

de porte-parole, mais qu'il prendrait une part active à l'élaboration de la politique. Au cours de la cérémonie inaugurale de Young, Carter a dit : « Son statut sera égal à celui du Secrétaire d'Etat, ou du Secrétaire du Trésor, ou de tout autre ministre. »

« La diplomatie de la grande gueule »

En un sens, le style radical de Young a servi d'écran, destiné à marquer la nouvelle phase des manœuvres de l'impérialisme américain en Afrique. Sa popularité auprès des leaders africains et au sein de la communauté noire américaine lui permet de se poser en champion encore plus juste et plus équitable des changements en Afrique. Lorsqu'on lui demanda d'expliquer la signification de sa nomination, Young a répondu : « Je pense qu'elle a été faite dans la perspective de voir les Etats-Unis jouer un rôle positif dans la libération de l'Afrique »

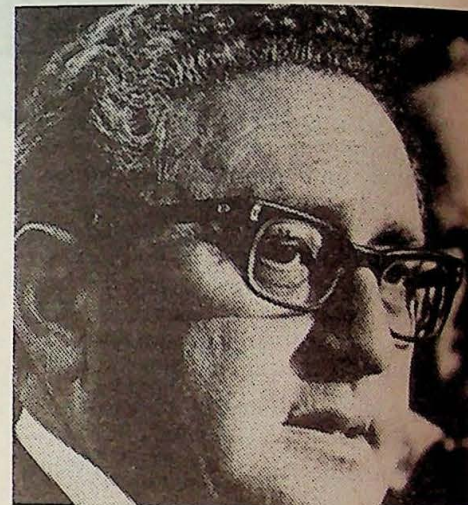


Photo DR

...que ne voulait pas Kissinger ?

australe. Et aussi pour contribuer à instaurer plus de justice... dans les relations mondiales, notamment en ce qui concerne les problèmes de développement ».

Young préconise également une diplomatie plus ouverte, ou ce que ses détracteurs appellent : « la diplomatie de la grande gueule ». « Sinon, on n'a que cette sorte de politique menée en secret par les experts, celle qui a donné lieu à toutes les stratégies des vingt dernières années ». Pendant sa première semaine aux Nations-Unies, Young a été, désavoué à trois reprises par le Département d'Etat. Pourtant, il persiste et s'est gagné le titre de « missile non dirigé » de Carter. Young se définit lui-même comme « l'éclaircir » de l'administration Carter, prenant position, avant même que soient divulguées les directives politiques. Ses affirmations contradictoires se suivent avec une telle abondance et une telle rapidité qu'on peut se demander s'il existe un véritable plan de politique africaine.

Pour comprendre Young, il est nécessaire de considérer les éléments idéologiques qui étayaient ses conceptions. Young partage tout à fait la « Weltanschauung » (conception du

monde) de la Commission trilatérale. Au partage du monde en trois parties qu'elle opère, (2) Young ajoute le monde des entreprises multinationales. A propos des multinationales, il a déclaré : « Je ne peux imaginer le monde sans elles. Si vous voulez fournir aux pays en voie de développement ce dont ils ont besoin — nourriture, vêtements, logements, etc. — les multinationales ont prouvé qu'elles pouvaient le faire de façon bien plus efficace que les systèmes marxistes. C'est pourquoi je crois qu'il existe un potentiel pour une révolution capitaliste mondiale, bien supérieur à tout ce qui a été fait jusqu'à présent ».

Young reconnaît que de telles conceptions sont nées de son expérience des luttes pour les droits civiques américains. Au cours d'un dîner à Manhattan avec Harry Oppenheimer, le plus grand des magnats sud-africains, Young expliquait : « Regardez Atlanta, c'est une ville bien trop affairée pour avoir le temps de haïr. [...] »

Lors de sa tournée en Afrique, au début de 1977, Young a déclaré à Zanzibar : « Il doit y avoir des solutions africaines aux problè-

mes africains ». Carter s'est fait l'écho de ces sentiments. Dans une brusque rupture avec la rhétorique kissingérienne, il a préconisé un changement dans les perspectives de guerre froide à propos des problèmes africains. Dans la vente d'armes américaines au Zaïre et au Kenya, il voyait « un stimulant à la course aux armements » et idéologiquement, le reflet de la « politique d'équilibre des forces ». Tout au long de la période suivant la seconde guerre mondiale, les gouvernements des Etats-Unis ont constamment pensé que l'Afrique représentait une zone relativement secondaire dans le système de sécurité globale des intérêts américains en Europe occidentale, au Moyen Orient et en Asie. L'équipe Carter-Young a déclaré, elle, que cette façon de voir les choses était finie.

Copyright Editions

L'Harmattan, 1977 ■

(1) Moynihan, prédécesseur de A. Young aux Nations unies, est surtout connu pour ses déclarations fracassantes contre les revendications du Tiers Monde.

(2) Selon la Trilatérale le Tiers-Monde doit être divisé

en trois parties : les pays producteurs de pétrole, les pays en voie de développement « riches », enfin le « quart monde » : pays en voie de développement pauvres.

* A paraître ces jours-ci. Ed. L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris ; L'Afrique australe de Kissinger à Carter, Barry Cohen et Howard Schissel, 192 p., 42 F.

Un autre regard sur l'actualité ?

Dans le cadre de Centre international de culture populaire, Audio-Pradif-pratique et diffusion de l'audiovisuel, se propose de promouvoir la réalisation de documents audiovisuels, pour rendre communicables des événements politiques et des réalités de la vie quotidienne dont vous avez été ou serez peut-être les témoins, en France et à l'étranger. Dans ce but Audio-Pradif organisera tout au long de l'année des week-ends de formation. Prochaines dates prévues : 26-27 novembre : diapos ; 3-4 déc. : super-8 sonore. Renseignements : Audio-Pradif, CIGP, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, tél. : 588 51 15 et 531 43 38.

les armes de la critique

la SF cherche des femmes

Les femmes se cherchent et se trouvent

La culture appartient aux mâles. Ce n'est un secret pour personne. La science-fiction n'échappe pas à la règle. Aux Etats-Unis, il y a environ 10 % d'écrivains de SF femmes pour 90 % d'hommes, et il n'est pas rare de trouver 90 % de lecteurs masculins.

Il semblerait pourtant qu'une nouvelle génération féminine commence à pointer à l'horizon : on s'en rendra compte en lisant l'excellente anthologie de Pamela Sargent, *Femmes et merveilles* (1) bourrée de nouveaux talents qui s'appellent Sonya Dorman, Judith Merril, Chelsea Quinn Yarbro... Ça ne vous dit rien ? Normal : on parle beaucoup plus souvent de Van Vogt... et de Guy des Cars.

En France, la situation est encore bien pire. La relève n'est guère en vue à l'horizon. C'est pourquoi il convient de saluer une nouvelle venue à la science-fiction, même si elle y entre par la porte du roman traditionnel, en dehors des collections spécialisées : bienvenue, Laurence Korb, dont le premier roman, *Paris Lézarde* (2) est une belle chose. C'est l'horreur de la vie citadine, le racisme quotidien, la solitude et le manque de communication, le tout symbolisé à la manière de la SF-catastrophe par des fissures qui bouffent la capitale, sans que personne s'en rende compte. Tout le monde est trop englué dans les petits malheurs journaliers. Quand la

ville s'effondre et que les survivants se retrouvent en camp de concentration, gardés par des soldats, on se rend compte que les lézardes sont dans la tête des gens. Un livre tout à fait nihiliste sur un monde insoutenable qui secrète Baader ou le suicide. Et cela raconté sur un ton très badin, avec des éclats : « Le pavé masque la terre, qui est formée de cadavres, et dessous nous attendent les vers. » Manifestement cette petite ne croit plus à la révolution : sous les pavés, il y a la plage ! la plage ! puisqu'on te le dit !

(1) Paris, Densël, 1977, Coll. « Présence du futur », 15,50 F.

(2) Paris, Calmann - Lévy, 1977, 39 F.

Comment s'amuser sans son mari

C'est bien connu : tous les hommes sont de vils phalocrates, même les plus gentils. Une seule solution : les ficeller et les perdre au fond d'un placard. Ensuite, mesdames, vous aurez tout le temps de lire tranquilles.

Surtout : *Face à femmes* (éditions Parallèles, 51, rue St Honoré, 75001 Paris, 28 F), le premier numéro d'une revue trimestrielle, indispensable complément des deux tomes du *Catalogue des Ressources* (dont le troisième paraît ces jours-ci), dont le but est de donner le maximum de renseignements concrets sur un thème. En 150 pages, les coordinatrices de ce numéro font un tour tout à fait exhaustif des problèmes des femmes : le viol, les grèves, le plaisir, les journaux féminins (ou féministes), en passant par l'avortement, le karaté et la création culturelle. Chacun de ces sujets est situé dans son contexte économique et social et encadré par de nombreuses illustrations extraits de livres et références bibliogra-

phiques. C'est cela, surtout, qui est remarquable : *Face à femmes* se présente comme le guide le plus pratique et le plus complet sur la lutte des femmes, un who's who parfait pour toutes celles qui, à un moment ou un autre, se rendent compte que, même



moitiés du ciel, elles sont avant tout machines à plaisir et à petits plats mijotés. Ce qui touche aussi, ici, un lecteur homme, c'est de constater que, pour une fois, la question féministe peut être abordée sans hystérie, ce qui... n'est pas toujours le cas... Alors, mesdames, privez votre mari (ou votre amant) d'un repas et offrez-vous ce livre, croyez-moi, vous ne le regrettez pas (si, bien sûr, vous pouvez faire confiance à un homme !).

Bernard BLANC ■

L'échéance

On renouvelle les contrats des centres dramatiques. A Lyon, Robert Gironès risque gros

Dans quelques jours, les contrats qui lient les directeurs des Centres dramatiques avec l'Etat vont être renouvelés. Les nouveaux contrats prendront effet en juillet 1978 pour trois ans. Ce renouvellement triennal n'est pas chose nouvelle. Jusqu'en 1975, il s'est fait paisiblement, le plus souvent par simple reconduction. S'il prend soudain une allure tragique, c'est qu'il se présente cette année comme le bilan d'une politique.

Dans son bref passage au secrétariat d'Etat à la Culture, M. Michel Guy s'est appliqué à donner une vie nouvelle, plus intense selon lui, au déjà vieil arbre qu'était la culture décentralisée. Aux vieilles branches qu'il s'est plu à tronquer ou à emmêler, il a ajouté des pousses nouvelles, sans savoir si, greffées un peu au hasard, elles réussiraient à prendre vie. Aujourd'hui, alors que, débouté de ses fonctions, Michel Guy ne porte plus la responsabilité de ses actes, l'arbre va être secoué et tout ce qui ne s'y accroche pas avec véhémence précipité à terre, peut-être de façon irrémédiable.

L'un des surgeons les plus menacés est sans doute Robert Gironès, directeur du Théâtre de la Reprise, Centre dramatique national fonctionnant dans le Théâtre du VIII^e, salle municipale d'un quartier de Lyon. Quand Michel Guy s'intéresse à lui, il est un chef de bande que le mauvais succès d'un spectacle lourd a endetté, mais d'une bande issue de l'Ecole de Strasbourg et fonctionnant ou pouvant fonctionner avec les mêmes comédiens dont, à la même époque, Jean-Pierre Vincent — devenu depuis le directeur du TNS — et Peter Brook découvraient l'efficacité. Il était surtout la promesse de grands spectacles. Et dans ses trois années de Lyon, le jeu scénique s'appuyant sur une invention de l'espace par le très grand décorateur de plateau qu'est Serge Marzolf, la promesse a été tenue.

Le piège financier

Le ministère a donné partout l'illusion d'un équilibre financier en mettant au compte des nouveaux désignés, les dettes des directeurs sortants. Au Théâtre du VIII^e, Robert Gironès devait ajouter à sa dette personnelle (210 000 francs que le ministère acceptait de prendre en charge) les 679 000 francs de dettes laissées par Marcel Maréchal. Ces dettes ôtées de la subvention (925 000 francs), il lui restait 36 000 francs pour faire fonctionner le théâtre pendant six

mois. C'était faire de lui la victime des banques. Ensuite, l'Etat payant toujours en retard les subventions convenues, les agios se sont multipliés au point d'atteindre annuellement 350 000 francs, le coût d'une création moyenne. Le 30 juin 1978, le déficit du Centre dramatique national de Lyon atteindra 1 300 000 francs, et le ministère est mis dès maintenant en face de ses responsabilités.

Contempteur ou adulateur ?

Comment il aurait pu se comporter pour vivoter dans la situation qui lui était faite, Gironès se le demande en homme de théâtre : il propose une nouvelle mise en scène de *l'Adulateur* de Goldoni, créé l'été dernier au Festival de Fourvière. Aujourd'hui, il déstructure la pièce, montrant d'abord l'adulateur (le rôle est joué avec force et subtilité par Gérard Chaillou, compagnon de la première heure de Gironès) dans ce qui va causer sa perte : secrétaire du gouverneur de Gaète, il s'enrichit en ne payant pas les domestiques de son maître qui l'empoisonneront. Puis, on revient en arrière, à ce temps où, mentant, flattant, subornant, il voyait toutes choses lui réussir.

A son exemple, Gironès aurait-il dû flatter les susceptibilités lyonnaises et accueillir des jeunes troupes dont il ne pouvait cautionner le travail, ou, s'adressant à ses pairs en décentralisation, pratiquer avec eux, en dehors de toute cohérence artistique, des échanges fructueux ? Faute de pouvoir rien faire qui corresponde à ses exigences fondamentales, Gironès est resté des mois sans rien proposer au public, ou seulement, de loin en loin, l'effort authentique de troupes sans prestige, le Théâtre de Saône-et-Loir, le Théâtre du Quotidien, l'Aquarium... Aujourd'hui, le nombre des abonnements, tombé de 8 100 à 2 200 les premières années, remonte. Est-ce le moment d'empoisonner Gironès ?

Dominique NORES ■

L'Homme qui venait du Nord

Gildas Bourdet est arrivé, avec ses boucles et ses lunettes rondes, en 1974, au Centre dramatique du Nord. Il n'avait pas vraiment le désir de devenir homme de centre dramatique. Il souhaitait une reconnaissance nationale, oui, mais plutôt au Havre, où il était né, qu'à Lille où il « opère ». Comme les gens qui décident se foutaient pas mal du goût de Gildas pour la mer, ils l'ont envoyé dans le Nord. Il a bien fallu vivoter. Vivoter seulement. Car si Michel Guy avait pensé mettre simplement dans des lieux anciens, des têtes nouvelles, Gildas, lui, arrivait avec de nouvelles pratiques théâtrales — ce à quoi le Centre n'était pas du tout préparé.

Trois millions de subventions, dont les



Photo DR

deux tiers viennent de l'Etat, le reste étant distribué par la région Nord-Pas-de-Calais. Avec ça, on ne peut pas arriver à grand chose. Alors que pour Bourdet, l'activité souhaitée n'est en rien comparable avec un travail de pure mise en scène sur des textes vieux comme la Bible. Il voudrait, tout en jouant une pièce déjà écrite, faire un travail personnel ; écrire ses propres spectacles. Cela suppose un dédoublement de l'action menée par la troupe, donc un dédoublement de la troupe.

Pour mener cette politique de recherche, Gildas Bourdet est coincé. Ça ne plaît pas, on l'attaque : « vous faites de la recherche pure, pas du théâtre pour votre public ». Gildas sourit, mi amusé, mi coléreux : son public ? Il est énorme, intéressé, spontané. Pour son dernier spectacle *Martin Eden*, il y a eu foule et les trois œuvres montées l'année dernière ont été arrêtées, pour faire autre chose, alors qu'ils battaient leur plein... Le hic, c'est que la nomination dans un Centre national vous oblige à deux choses contradictoires : faire un travail sur une région donnée ; être tributaire de Paris, qui vous a choisi et qui ne connaît pas la région en question. Les élus locaux, même s'ils ne reproduisent pas les paroles de la capitale, cherchent à faire leur politique dans ce marécage. Le théâtre ? Bien sûr. Mais ils préfèrent être réels.

De cela, Gildas est tout marri : le théâtre n'est plus reconnu comme une fonction spécifique ; il est récupéré dans un grand vide qu'on a appelé *La Culture* et qui suit à grands pas les notions de rentabilité dont notre société fait fureur.

Trois spectacles par an, pour le Théâtre de la Salamandre... des possibilités de recherche... une compréhension, quoi, qui ne se sente pas isolé dans sa folie ! Enfin... Gildas verra bien, il attend. Il travaille et nous donne un superbe *Martin Eden* l'histoire, par Jack London qui l'a un peu beaucoup, vécue, d'un garçon de simple milieu qui « montera » dans la hiérarchie sociale pour les beaux yeux d'une dame de la Haute avant d'aller crever de solitude, et se noyer en mer. La mer qui fascine London et hante encore Bourdet.

Fabian GASTELLIER ■

Bobby Deerfield

A la course
contre la mort,
Pollack
gagne haut la main

Aujourd'hui, l'Europe. Bobby Deerfield (Al Pacino), un coureur automobile venu dans une clinique rencontrer un ami blessé, fait la connaissance de Lilian, une jeune leucémique (Marthe Keller). Un curieux amour naîtra, qui, par sa force... Bon. On voit le danger d'un tel scénario ; mais, surtout, ne vous enfuyez pas en hurlant : ce scénario là, c'est Sidney Pollack qui l'a tourné ! Tout change. Point de *Love Story* des 24 heures du Mans pour l'auteur de *Jérémy Johnson*. Pas de roman d'amour à l'eau de rose. Ce dont parle Pollack est bien plus grave : c'est de la mort qu'il s'agit ; la mort, en vedette américaine de cette histoire émouvante.

La mort Deerfield la risque à chaque seconde sans jamais y penser ! Lui, le héros apathique des civilisations modernes qui rappelle le mythe de la mort rapide à la James Dean ! Il ne comprend rien, Deerfield ! Mais, justement, tout d'un coup, il se met à chercher. Photos de la course, films au ralenti du drame, examen de la voiture accidentée : tout marchait, rien n'était détraqué... Et alors ?

Dans le corps de Lilian aussi, tout était en ordre. Avant. Ne cherchons pas la cause logique, elle est balayée. Face à Deerfield qui tâtonne, Lilian bouge formidablement. Elle est bruit et fureur ; agitée et dingue. Elle a l'air de devancer son destin d'une longueur, elle qui se sait arrêtée dans la marche du temps. Une théoricienne de la mort ? Non. C'eût été trop simple. Non, Lilian ne comprend rien non plus. Elle vit, ça c'est sûr, et à 200 à l'heure — plus vite encore, que Bobby ; mais elle n'explique rien. Et Pollack non plus, n'explique rien.

Personne n'a de clé pour le mystère ; tout le monde, pour une fois, vraiment dans le même sac ! La mort ne se parle pas, elle se vit. Avec brutalité, et le corps du pilote est pulvérisé dans l'espace ; avec lenteur, et le visage de la femme se dégrade et blanchit. « *La mort, ce n'est pas* disait Claude Roy, *la principale question, c'est la seule question* ». Question que deux personnages interrogent, et dont la réponse est contenue dans la photo du pilote mort, fixé à son volant, et que Pollack isole quelques secondes. Que faire alors ? Jouer. A vivre. Inventer la vie

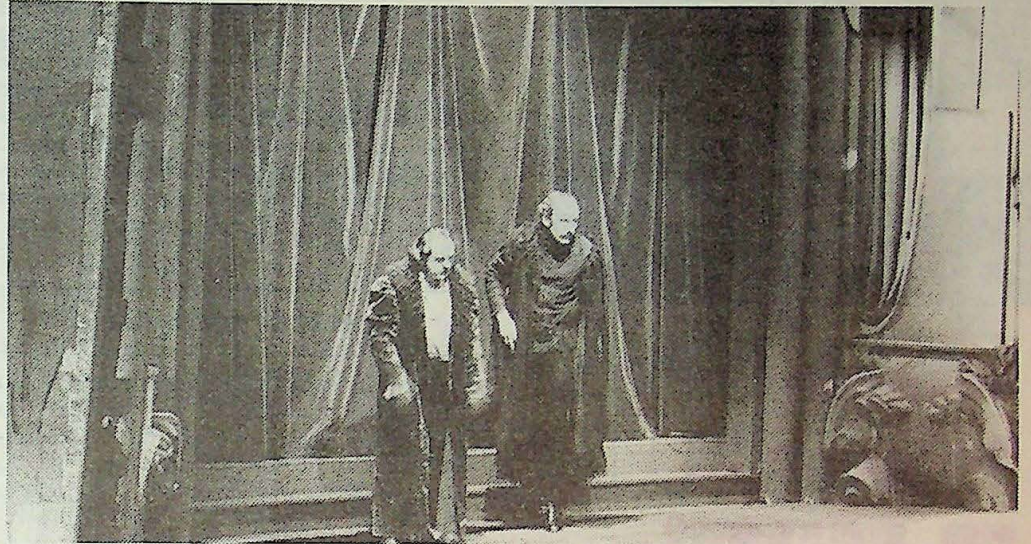
car on n'invente pas la mort. Mentir, parce que, le mensonge, c'est se créer une fausse existence. Une interrogation sans réponse. Un grand film.

Fabian GASTELLIER ■

Salles : VO : Concorde (359 92 84) ; Gaumont Rive Gauche (548 26 36) ; Hautefeuille (633 79 38) VF : Impérial Pathé (742 72 52) ; Gaumont Sud (331 51 16).

Le Hamlet de Shakespeare

Présenté à Nanterre jusqu'au 27 novembre dans le cadre du Festival d'automne, un *Hamlet* étonnant, mis en scène par un très jeune garçon, Daniel Mesquich, et que l'on avait déjà pu voir à Grenoble (TS n° 734).



Demarcy revient

Richard Demarcy nous revient. Au théâtre de la Commune (square Stalingrad, av. de la République, 93300 Aubervilliers, tél. 833 16 16) du 25 novembre au 17 décembre (mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30, dimanche à 17 h). Créés en juillet dernier au XXXI^e festival d'Avignon, *les Vaches de Cujancas* et *Barracas 1975*, mises en scène par R. Demarcy et Térésa Mota, « parlent » de la révolution portugaise. Oui, mais dans la langue de Demarcy qui puise dans la magie du quotidien. ■

Metteurs en scène d'aujourd'hui

« *Mettre en scène au présent* » : c'est un livre de Raymonde Temkine sur dix metteurs en scène inconnus ou presque il y a dix ans, et qui font le théâtre d'aujourd'hui avec des « équipes où personne ne sert la soupe à personne ». Ils ont du talent. Du pouvoir, « c'est toujours le metteur en scène qui a le dernier mot ». Molière lui-même, Shakespeare sont à la merci de celui qui monte leurs pièces ». Et pas d'argent. Victor Garcia, Gérard Gelas, Ariane Mnouchkine, Daniel Mesquich, Henri Rouse, Antoine Vitez par la voix de Raymonde Temkine, lancent un SOS théâtre. Qui fera l'objet de leur prochain débat à la FNAC le vendredi 9 décembre à 18 h. ■

Découpant l'espace scénique à l'aide des faisceaux blafards de ses projecteurs, Mesquich recrée un univers à l'intérieur même du théâtre ; fasciné par la psychanalyse, il y introduit deux Hamlet, deux Ophélie et quelques citations de Marguerite Duras ou Jean-Luc Godard. Tournant volontairement le dos aux intentions de l'auteur, Mesquich joue à fond la carte de la *déconstruction* d'un chef d'œuvre. Non sans humour et non sans talent. Un petit problème quand même : à force d'avoir une idée toutes les secondes, cela finit par en faire beaucoup quand le spectacle dure trois heures. Mais allez reprocher à un metteur en scène de penser !

F.G. ■

Théâtre de Nanterre : 204 18 81.

Vient de paraître

Les juges et le pouvoir

Gérard Masson
500 pages 55 F

Coédition Syros/Moreau

à commander aux
éditions SYROS

9, rue Borromée 75015 Paris

Gérard Masson

LES JUGES ET LE POUVOIR



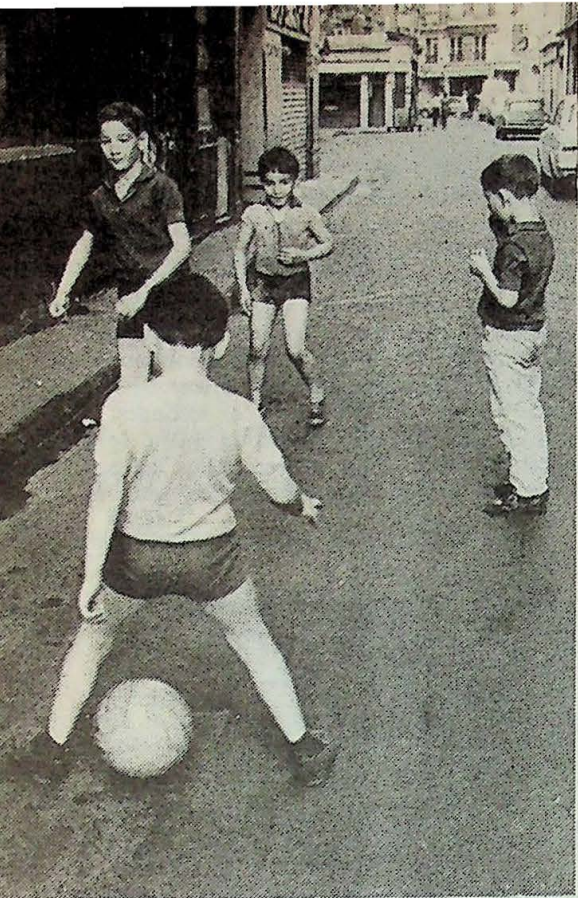


photo AGIP

France- Bulgarie ... en passant par l'Allemagne

... en passant
par l'Allemagne.
Mais ira-t-on
en Argentine ?

20 h 30, le 16 novembre. Date historique. Les projecteurs sont braqués sur le Parc des Princes. Vingt ans qu'on attend ça, paraît-il. La France retient son souffle. Les bleus (du vert au bleu, juste une nuance) entrent en scène : la grand'messe commence. A quatre pas de là, sans projecteur, on sort un homme de prison en toute hâte. On le fait monter dans une voiture. Direction : une autre prison, de l'autre côté du Rhin. Pas besoin d'être grand clerc pour faire le rapprochement entre le France-Bulgarie et la décision précipitée du gouvernement d'extrader Klaus Croissant. Ce match du siècle tombait à pic pour faire avaler la pilule. Que pèse dans l'opinion publique (celle qui écoute radio Monte-Carlo ou RTL) un avocat allemand, d'ailleurs plus ou moins terroriste, face à une équipe de France triomphante ? Ici l'utilisation du sport-spectacle à des fins idéologiques et

politiques se lit avec évidence. C'est de la grosse ficelle.

Il y en a d'autres, plus insidieuses. Ce France-Bulgarie a donné lieu à une campagne de grande envergure : presse, radios, télé, n'ont pas lésiné. Et que disaient-elles ? Voici une petite sélection des thèmes : 1) « Confiance », « Sérénité », « concentrés mais pas angoissés »... 2) « Renouveau », « fin de la crise », « sortie du tunnel », « après la pénitence » ; 3) « cohésion, solidarité, bloc derrière l'entraîneur » ; « un entraîneur, efficace, lucide, réaliste » ; « l'école de l'effort et du travail rude » etc. On pourrait multiplier. Suffit de lire *l'Equipe*, *France-Soir* ou *le Parisien*. Vocabulaire signifiant, non ? Supposons que son impact dans l'inconscient collectif dépasse le foot ? Dans une époque troublée, où on ne peut même plus se raccrocher au Programme commun, ça fait du bien de penser à autre chose et d'espérer quelque chose. Et puis c'est bon d'entendre parler de la fin de la crise, de faire confiance à ses dirigeants ; tous unis derrière une équipe, sans distinction ; savoir que le travail finit toujours par payer. Ça va pas si mal que ça en France, allez !

Du haut de cette pyramide

Ainsi ce match a consacré le renouveau du football français. Ne boudons pas : en fait de sport-spectacle ce fut du bon spectacle. Le but de Platini, une merveille du genre. Reste à voir ce qu'il y a derrière le renouveau. *L'Equipe* du 15 novembre résume bien : « Mieux travailler au niveau de la masse pour dégager une élite meilleure, elle-même objet de toutes les attentions ». C'est que la structure du sport moderne est pyramidale (qu'il soit capitaliste ou étatique) : plus large est la base de la pyramide, meilleur est le sommet. Ainsi les effectifs de la Fédération française de foot (FFF) sont passés de 517 000 en 1966 à 1,2 million en 1977. Les résultats de Saint-Etienne y sont pour quelque chose. La base s'élargit. Ensuite des conseillers techniques régionaux quadrillent le territoire pour détecter les « bons ». La FFF impose aux clubs de première division la création de centres de formation pour accueillir dès 16 ans les futures vedettes. Enfin est créé à Vichy un Institut national du foot qui donne ses lettres de noblesse à la formation de nos élites. Le résultats ? « La France butinait de discipline en discipline, touchant à tout et à rien. Parfois s'épanouissait ici un super athlète, là un extraordinaire skieur. On avait quelques sportifs mais pas de sport » (*L'Equipe* 15.11.77). Cette époque est révolue. Le football français est enfin devenu un sport.

Le ballon, c'est du beurre

Ce ne sont pas les grandes marques d'équipements sportifs, qui s'en plaindront : les ventes de crampons marchent bien, merci. Ce ne sont pas non plus les collectionneurs de recettes aux guichets des stades : 14 millions de francs lourds en 1966, près de 84 millions en 1977. Enfin la presse sportive se frotte les mains : trois magazines

de foot en 1966, une vingtaine aujourd'hui. Le mensuel *Onze* tire de 450.000 à 600.000 exemplaires. Les stations de radio soutiennent des équipes-fanion pour leur pub (RTL pour Paris-Saint-Germain). Ça fait des milliards tout ça...

La coupe est pleine

Dans ces conditions on mesure mieux l'enjeu d'un match comme France-Bulgarie sur le plan idéologique et économique. Croissant expédié dans une prison allemande ; l'équipe de France qualifiée pour l'Argentine, un pays où les prisons fleurissent. Deux facettes du ballon rond. Maintenant, la question est simple : quelle attitude face à la participation française en Argentine en 78 ? Georges Marchais a déjà répondu : « Je suis favorable à la participation de la France en Argentine. Le sport est un excellent moyen de rapprochement entre les hommes, entre les peuples ». Nous ne sommes pas du tout d'accord avec cette conception du sport du PCF. Cette « Coupe du monde » doit être l'occasion d'une pression internationale contre la dictature en Argentine ; en Suède, un comité pour son boycottage s'est créé ; en France le comité de soutien aux luttes du peuple argentin appelle également au boycott. D'autres solutions sont possibles, telle celle proposée dans une « tribune libre » du *Monde* : « Notre participation contre la libération des prisonniers politiques. Cent détenus pour une équipe ». On peut imaginer également une participation sous condition : que les journalistes puissent faire des reportages sur les libertés en Argentine. Par exemple. Le débat est ouvert. La lutte, elle, est commencée. Décidément, le football est moins apolitique qu'il n'y paraît.

Hugues SIBILLE ■

Une commission sports se met en place au PSU. Ses objectifs : tenir une rubrique régulière sur le sport dans TS ; rédiger une brochure sur les positions du parti ; préparer les états-général : « sport et autogestion » qui se tiendront, à l'initiative du PSU, les 7 et 8 janvier à Nîmes. Tous les copains intéressés peuvent se faire connaître, envoyer des textes, des idées : commission sports, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

PUBLICITE

Denis Clerc
Comprendre
la crise 40 F.
Michel Blanc
Les
paysanneries
françaises 40 F.
collection Citoyens
j.p. delarge éditeur

dégâts

Bulgares, Croissant, Maman, satellites, Sadate, casseurs, Gicquel. Et encore un crachat.

« Les Bulgares sont dans le yaourt ! ». C'était mercredi soir, l'autre, celui du grand match : alors que la télé tremblait de la rumeur d'un Parc plus national-chauvin que jamais, un fourgon quittait précipitamment la prison de la Santé. Et Croissant était livré à l'Allemagne comme ça, entre deux coups de sifflet de l'arbitre, et alors que Thierry Roland criait dans son micro : « Il faudrait qu'il les sorte, ses cartons, M. l'arbitre : si ce n'est pas de l'anti-jeu, je me demande ce que c'est ! ». Comme d'habitude, comme pour les informations, un homme seul — au gré de sa digestion, de ses amitiés — dictait à la France entière sa vision unique et personnelle de l'événement. Tout ça sur fond de pâtes Panzani, de pétrole Total, d'eau Perrier. Su fond de clameurs et de déchainements. Avant que les soudard n'envahissent Paris, hurlant des « Marseillaise » à faire frissonner, une voix anonyme a sauvé un peu la soirée, criant dans le micro de Thierry Roland un pathétique (ou ironique, qui saura ?) « Maman, je t'aime ». Le match n'était pas encore terminé que l'hélico germanique avait déjà franchi la frontière...

Le dernier « Vendredi » sur l'information, c'était raté. Bonne idée que ces liaisons par satellites de Hong-Kong, Denver, Joburg, Abidjan, Tokyo. Mais déception et consternation ; uniformisation et mondialisation. La télé macluhienne, c'est l'information passée à la moulinette super-marché. Il ne s'est rien passé, sauf Sadate et Begin, sauf Begin et Sadate. Et les hommes-troncs, partout (pas de femmes en vue) se ressemblent énormément.

Le dernier week-end — terriblement maussade —, était à l'heure de Jérusalem : en direct, pendant deux jours, tout sur l'aéroport et ses poignées de main, la mosquée d'El Aksa, le mémorial, la Knesseth... L'histoire était très mise en scène, la coulisse restait dans l'ombre, on ne savait presque rien du reste du monde arabe. Mais enfin, il y avait de l'électricité dans l'air !

L'autre télé — la nôtre — continue de se payer de notre tête. D'abord la « redevance » : augmentée, soit-disant pour payer les dégâts des casseurs de Bretagne et de Corse, ces dangereux autonomistes amateurs d'explosifs. Vraiment, faut-il continuer à la payer, quand des députés de droite

— qui ont pensé et voté l'éclatement de l'ex-office en 1974 — clament aujourd'hui que ça n'a pas marché, qu'on divise les publics au lieu de les additionner, qu'il y a de moins en moins de créations et de plus en plus de films ringards ?

Télé malade, de la pub et du pouvoir. Ça n'empêche par les 3 ou 4 journalistes-vedettes, qui monopolisent le petit écran, de se rengorger en donnant les résultats du sondage effectué pour *Télé 7 jours*, selon lequel 75 % des téléspectateurs apprécient la place et la forme de la politique à la télé, et même en redemanderaient. Poivre d'Arvor, Gicquel, Bourret y ont été de leur indécence habituelle. Le dernier, qui offrait mardi à la mi-journée un quart de « pub » gratuite à Soisson et à ses « PR », a opiné de son gros chef : « Je pense que les téléspectateurs peuvent nous faire confiance. Nous faisons notre métier avec le maximum d'honnêteté... ». Pardi.

Tout réfléchi, il n'y a guère qu'un moyen ou deux pour ennuyer un peu ces messieurs. Un : quand on « perd », « casse » ou « donne » sa télé, on ne l'a plus ; et le problème d'argent ne se pose plus. Et si on s'en paie une, on peut aussi raconter qu'on s'appelle un autre. Il faut frapper au portemonnaie ! Deux : puisqu'ils font comme si on n'était pas là, pourquoi ne pas aller leur montrer qu'on y est ? C'est ce qu'on fait, par exemple, une cinquantaine de militants communistes de Toulouse, qui avaient envahi le studio plateau de *TF1-20 heures* — la grande messe majoritaire de Roger Gicquel — pour y défendre... Concorde. Cavaillé aurait pu les en remercier : New-York se faisait encore tirer l'oreille à ce moment-là. Mais non ; on a mis à leurs trousses le fameux juge Pinseau, le spécialiste des enterrements d'affaires gênantes (Ben Barka ; écoutes du Canard enchaîné ; etc.). Et là, il fait du zèle : une quinzaine d'amoureux de la télé et de Concorde ont déjà défilé chez lui, ressortant inculpés, après examen de photos qui les confondaient : « Ils voulaient contribuer au développement de l'aéronautique française, et que ça se dise, M. le président » — « Ils n'ont rien à dire ; les journalistes sont là pour ça. Mais ils ont violé un local affecté à un service public... ».

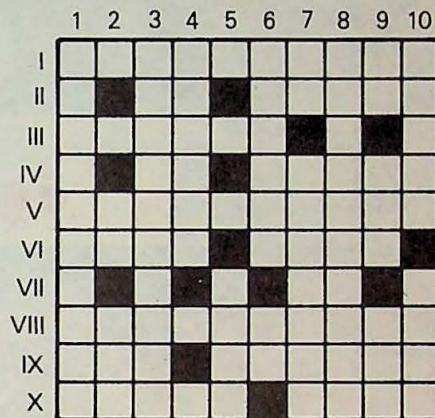
Et là, voyez, le sang ne fait qu'un tour :

service public, les rodomontades et le néo-Parisien-libéré-télévisé de Roger Gicquel ? Service public, cette demi-heure quotidienne d'agression ? Pour plagier « P.H. », qui travaille ses effets de salive ces temps-ci, on vous « crache à la gueule », messieurs du service public à sens unique.

Philippe MARIELIE ■

MTS COÛS

Problème n° 40



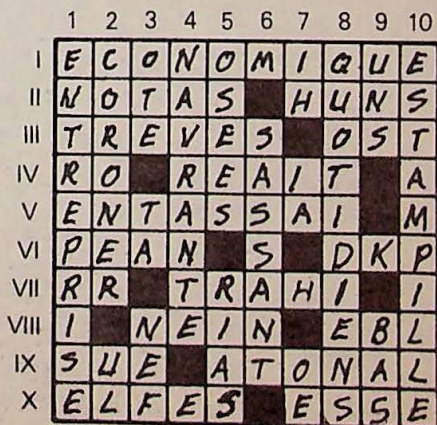
Horizontalement :

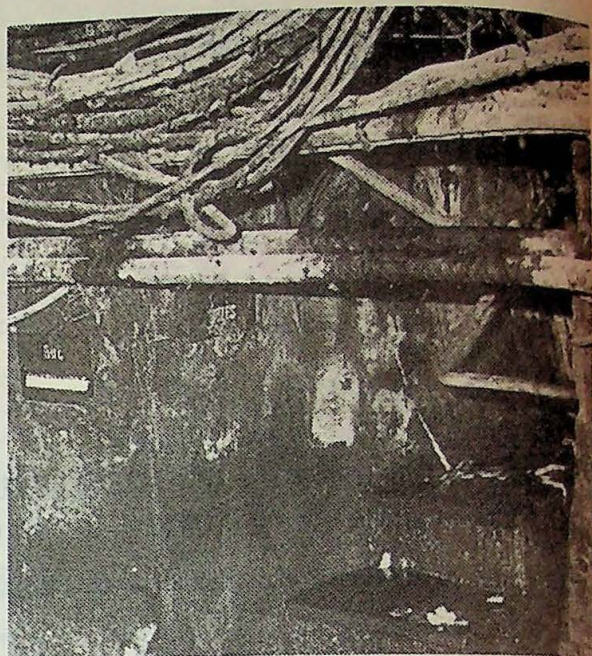
I. Des états plutôt calmes. - II. Entrée d'oasis - du peuple chez Jaurès. III. Blanche au labo. IV. Règle - du peuple chez Freinet. V. Il ne faut donc pas s'y fier. VI. Orifice - située. VII. Symbole. VIII. Unique, donc. IX. Possédée - des embêtements. X. Un petit brun qui fume - résiste quand elle est forte.

Verticalement :

1. Un vieux de la région de Lisbonne. 2. Sur une borne - contrarié. 3. Une pratique extrémiste (3 mots). 4. Terrains propices au mouvement des Femmes (???). 5. Pieux ! 6. Tondues - pronom. 7. Un bout de gras - saulait vulgairement. 8. Une réponse patronale fréquente aux délégués. 9. Voyelle doublée - ganache sudiste - terme de jeu. 10. Seront donc récoltés - fait son poids.

Solution du n° 39





égoutiers en grève : le ventre de Paris



Les égoutiers de Paris sont en grève depuis le 20 octobre. Ils sont 908 qui vivent ainsi dans le ventre de Paris ; 77 % d'entre eux ont cessé le travail, et réclament un reclassement indiciaire, une augmentation des effectifs, deux jours de congés consécutifs, l'attribution d'un treizième mois et la création... d'une commission d'hygiène et de sécurité. C'est beaucoup ? Pour Chirac, maire de Paris, qui refuse obstinément la négociation, certainement. Mais pour ceux qui plongent quotidiennement dans la m... dans la maladie, les microbes et cette nuit perpétuelle peuplée de rats ? Manuel Joaquim a effectué pour les lecteurs de *Tribune socialiste* un voyage dans le ventre pourri de la capitale. Il est descendu, botté et casqué, dans le labyrinthe noir d'une ville inconnue de ses habitants, celui des *Mystères de Paris*.

